

2012

Rapport général de la Cour des comptes
sur le projet de loi portant règlement du
compte général de l'Etat de l'exercice 2012



Cour des comptes
Grand-Duché de Luxembourg

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION..... | 7 |
| I. LES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA COUR DES COMPTES | 9 |
| 1 Considérations générales..... | 9 |
| 1.1 Economie luxembourgeoise en 2012 | 9 |
| 1.1.1 Evolution du PIB..... | 9 |
| 1.1.2 Evolution de l'inflation | 9 |
| 1.1.3 Marché de l'emploi | 9 |
| 1.2 La balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2012..... | 11 |
| 1.3 La situation globale de l'exécution du budget 2012 | 17 |
| 1.4 La présentation « européenne » des comptes..... | 27 |
| 1.5 Les fonds spéciaux..... | 29 |
| 1.5.1 La situation financière des fonds spéciaux de l'Etat | 29 |
| 1.5.1.1 L'évolution des recettes des fonds spéciaux de l'Etat | 31 |
| 1.5.1.2 L'évolution des dépenses des fonds spéciaux de l'Etat | 33 |
| 1.5.2 Les fonds spéciaux de l'Etat au niveau du logiciel SAP..... | 35 |
| 1.6 L'exécution du budget des dépenses..... | 37 |
| 1.6.1 Les transferts de crédits | 37 |
| 1.6.2 Les crédits non limitatifs..... | 39 |
| 2 Contrôle intensifié de la Cour..... | 42 |
| 2.1 Rémunérations des agents de l'Etat | 42 |
| 2.1.1 Présentation du contrôle de la Cour | 42 |
| 2.1.2 Résultats du contrôle | 43 |
| 2.1.2.1 Fonctionnaires | 43 |
| 2.1.2.2 Employés | 43 |
| 2.1.2.3 Ouvriers | 44 |
| 2.1.2.4 Etudiants | 45 |
| 2.1.2.5 Fonctionnaires, employés, ouvriers et étudiants | 45 |
| ANNEXES..... | 48 |



Table des matières - suite

| | |
|--|-----------|
| II. LES REPONSES DU GOUVERNEMENT | 97 |
| Prise de position du ministère d'Etat | 97 |
| Prise de position du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative..... | 97 |



INTRODUCTION

Suivant l'article 5 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes, la Cour « établit chaque année un rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat de l'exercice précédent. Ce rapport peut également porter sur des constatations et recommandations relatives à des exercices budgétaires antérieurs. Il est transmis à la Chambre des députés, accompagné des observations du Gouvernement ou de tout autre organisme concerné. »

Le projet de loi (doc. parl. 6577) a été déposé en date du 6 juin 2013.

La Cour tient à signaler que ses rapports généraux sur les projets de loi portant règlement du compte général doivent être mis en relation avec ses avis sur les projets de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

I. LES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA COUR DES COMPTES

1 Considérations générales

1.1 Economie luxembourgeoise en 2012

1.1.1 Evolution du PIB

Pour l'établissement du budget des recettes et dépenses de l'Etat pour 2012, le Gouvernement avait retenu une hypothèse de croissance annuelle de 2,1% du PIB. La progression effective du PIB sur l'ensemble de l'année 2012 se chiffrant à 0,3% a donc été nettement moins importante qu'initialement prévue.

La croissance de l'économie luxembourgeoise en 2012 s'est cependant conclue par une hausse relativement forte du PIB au 4^e trimestre (1,6% par rapport au 3^e trimestre 2012). Cette reprise en fin d'année a reposé largement sur la bonne performance des services non financiers. Le secteur financier a continué pour sa part à montrer une absence de dynamisme.

1.1.2 Evolution de l'inflation

Le budget des recettes et dépenses de l'Etat de l'exercice 2012 a été établi par le Gouvernement en tablant sur une inflation de 2,4%. Le Statec constate une inflation de 2,7% en 2012 par rapport aux taux de 3,4% en 2011 et 2,3% en 2010.

L'évolution de l'inflation est due à plusieurs facteurs. D'une part, l'inflation des produits pétroliers a été plus modérée depuis la mi-2011. D'autre part, l'inflation des autres biens et services s'est stabilisée autour de 2,2% en 2012 et est en recul par rapport à 2011. Par contre, l'inflation des autres composantes s'est accélérée et divers facteurs exogènes ont également exercé un impact sur l'inflation. Ainsi, la hausse des matières premières agricoles s'est répercutée sur les prix des biens alimentaires transformés et non transformés. Par ailleurs, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar a exercé un impact sur l'inflation des biens industriels non-énergétiques. Ces biens sont essentiellement importés et leur taux d'inflation a été de 1,7% en 2012, soit le taux le plus élevé depuis 2001.

1.1.3 Marché de l'emploi

Le Statec constate une progression de 2,4% de l'emploi intérieur pour 2012 (3,0% en 2011) par rapport au budget des recettes et dépenses de l'Etat de l'exercice 2012 qui table sur une

augmentation de 2,0%. En 2012, l'emploi frontalier a progressé de 1,7%, après une hausse de 3,3% en 2011, alors que la croissance de l'emploi salarié résident est passée de 2,7% à 3,0% sur la même période. Par ailleurs, une hausse de l'emploi à temps partiel, tant du côté des résidents que du côté des frontaliers, est à relever. Ainsi la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total a augmenté à 16,1% en 2012 après avoir atteint 15,4% en 2011.

Cependant, la crise a eu un impact au niveau du marché du travail avec un taux de chômage se situant à 6,1%, équivalant à environ 15.000 demandeurs d'emploi selon l'ADEM (données corrigées des variations saisonnières). Le taux de chômage au sens « large » (incorporant les bénéficiaires d'une mesure d'emploi) s'est établi à quelque 19.600 personnes ou bien 7,9% en 2012 et a donc augmenté d'un demi-pourcent par rapport à 2011 (7,4%). En 2012, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM a augmenté d'environ 1.650 personnes (14.258 demandeurs d'emploi en janvier 2012 à 15.905 en décembre 2012).

1.2 La balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2012

Suivant l'article 10, paragraphe (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le compte général de l'Etat « porte sur l'ensemble des recettes et dépenses de l'Etat par article budgétaire, ainsi que sur les fonds spéciaux, et est présenté suivant la même subdivision que le budget ». Le compte général de l'exercice 2012 se solde par un résultat négatif aussi bien au budget des recettes et des dépenses qu'au budget pour ordre.

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

| | | |
|------|--|-------------------|
| | Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente | -683.211.504,96 |
| I. | Recettes | 11.305.987.449,15 |
| II. | Dépenses | 11.512.053.316,90 |
| III. | Excédent de dépenses | 206.065.867,75 |
| IV. | Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital | -889.277.372,71 |

B. Recettes et dépenses pour ordre

| | | |
|------|---|------------------|
| | Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente | 23.463.425,56 |
| I. | Recettes pour ordre | 5.310.896.030,08 |
| II. | Dépenses pour ordre | 5.321.237.964,71 |
| III. | Excédent de dépenses pour ordre | 10.341.934,63 |
| IV. | Report du solde des recettes et dépenses pour ordre | 13.121.490,93 |

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

| | | |
|------|--|------------------|
| | Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente | 2.823.893.511,19 |
| I. | Recettes | 3.637.603.421,62 |
| II. | Dépenses | 3.669.330.474,23 |
| III. | Excédent de dépenses | 31.727.052,61 |
| IV. | Report du solde des recettes et dépenses | 2.792.166.458,58 |

Les recettes courantes et en capital encaissées pour compte de l'Etat ont été de 11.305.987.449,15 euros. Le montant des recettes qui relèvent des administrations fiscales se chiffre à 10.424.613.620,38 euros. A ces recettes s'ajoutent des recettes à hauteur de 881.373.828,77 euros, dont le recouvrement est du ressort de la Trésorerie de l'Etat.

Le tableau ci-après donne pour l'exercice 2012 la répartition des recettes courantes et en capital telles qu'elles ont été effectuées par les administrations fiscales et par la Trésorerie de l'Etat.

Tableau 1 : Recettes effectives pendant l'année 2012

| | | Recettes courantes | Recettes en capital | Total |
|---------------------------------------|--|---------------------------|----------------------------|--------------------------|
| (A) | Recettes effectuées par les administrations fiscales | | | |
| | Administration des Contributions directes | 5.596.985.863,39 | | 5.596.985.863,39 |
| | Administration de l'Enregistrement et des Domaines | 3.430.786.525,66 | 75.589.489,90 | 3.506.376.015,56 |
| | Administration des Douanes et Accises | 1.321.251.741,43 | | 1.321.251.741,43 |
| (B) | Recettes effectuées par la Trésorerie de l'Etat | 325.030.388,52 | 556.343.440,25 | 881.373.828,77 |
| Total des recettes budgétaires | | 10.674.054.519,00 | 631.932.930,15 | 11.305.987.449,15 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Le détail, par ministère, des paiements effectifs des dépenses courantes et en capital telles que liquidées et ordonnancées au titre de l'exercice 2012 est le suivant :

Tableau 2 : Dépenses courantes et en capital liquidées en 2012

| Ministère | Dépenses courantes | Dépenses en capital | Total des dépenses effectuées |
|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
| Ministère d'Etat | 142.790.423,03 | 1.741.943,66 | 144.532.366,69 |
| Ministère des Affaires étrangères | 434.641.988,63 | 41.424.612,02 | 476.066.600,65 |
| Ministère de la Culture | 106.834.969,79 | 13.314.798,76 | 120.149.768,55 |

| Ministère | Dépenses courantes | Dépenses en capital | Total des dépenses effectuées |
|---|--------------------------|-------------------------|-------------------------------|
| Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | 375.579.308,89 | 376.118,98 | 375.955.427,87 |
| Ministère des Finances | 331.780.990,32 | 280.396.108,44 | 612.177.098,76 |
| Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur | 44.503.112,55 | 81.864.637,74 | 126.367.750,29 |
| Ministère des Classes moyennes et du Tourisme | 14.383.513,76 | 15.055.590,69 | 29.439.104,45 |
| Ministère de la Justice | 128.999.878,13 | 612.211,36 | 129.612.089,49 |
| Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative | 693.134.453,02 | 8.907.303,95 | 702.041.756,97 |
| Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région | 726.678.273,28 | 66.339.809,57 | 793.018.082,85 |
| Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle | 1.299.561.799,85 | 36.875.438,75 | 1.336.437.238,60 |
| Ministère de la Famille et de l'Intégration | 1.775.088.597,13 | 67.730.733,33 | 1.842.819.330,46 |
| Ministère de la Santé | 90.319.176,85 | 41.216.970,51 | 131.536.147,36 |
| Ministère du Logement | 55.918.922,70 | 97.306.586,90 | 153.225.509,60 |
| Ministère du Travail et de l'Emploi | 484.698.857,06 | 305.227,60 | 485.004.084,66 |
| Ministère de la Sécurité sociale | 2.505.653.369,02 | 322.978,93 | 2.505.976.347,95 |
| Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | 52.539.210,88 | 59.180.493,21 | 111.719.704,09 |
| Ministère du Développement durable et des Infrastructures | 977.954.966,30 | 445.747.255,51 | 1.423.702.221,81 |
| Ministère de l'Egalité des Chances | 12.272.685,80 | 0,00 | 12.272.685,80 |
| Total des dépenses budgétaires | 10.253.334.496,99 | 1.258.718.819,91 | 11.512.053.316,90 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

L'exercice 2012 dégage un résultat négatif de 206.065.867,75 euros. En imputant ce résultat au solde cumulé des exercices clos antérieurs, le report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital, repris au bilan financier de l'Etat à présenter par la Trésorerie de l'Etat, s'établit à -889.277.372,71 euros.

Le budget pour ordre tient compte, d'une part, des recettes encaissées par l'Etat pour le compte de tiers et, d'autre part, au niveau des dépenses, des montants alloués aux tiers destinataires. En d'autres termes, le budget pour ordre concerne des fonds qui ne font que transiter par la Trésorerie de l'Etat. Il s'agit donc d'opérations financières qui devraient être budgétairement neutres pour l'Etat.

En raison de l'article 78(3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les dépenses pour ordre ne peuvent en principe pas dépasser le montant des recettes correspondantes à la fin de l'exercice.

En ce qui concerne le compte général de l'Etat de l'exercice 2012, il est à constater que le budget des recettes et des dépenses pour ordre est en déséquilibre et affiche un excédent de dépenses de 10.341.934,63 euros.

La différence entre les recettes et dépenses pour ordre trouve son origine dans un déséquilibre entre les recettes et dépenses des articles suivants :

Tableau 3 : Déséquilibre entre recettes et dépenses pour ordre

| Article budgétaire | Recettes pour ordre | Dépenses pour ordre | Différence | Solde cumulé 1988-2012 |
|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| 6 | 0,00 | 339.858,30 | -339.858,30 | -881.462,62 |
| 7 | 35.243.150,11 | 34.568.300,45 | 674.849,66 | 812.353,17 |
| 18 | 4.014.097,87 | 7.956.515,55 | -3.942.417,68 | 6.613.084,34 |
| 19 | 3.876.020,13 | 4.066.092,68 | -190.072,55 | 4.003.699,45 |
| 30 | 203.511,63 | 267.398,71 | -63.887,08 | 25.021,22 |
| 33 | 128.889,75 | 57.798,57 | 71.091,18 | -57.798,57 |
| 34 | 4.794,99 | 9.829,74 | -5.034,75 | -9.829,74 |
| 35 | 16.218.755,32 | 16.382.049,24 | -163.293,92 | -4.696.408,50 |
| 37 | 22.313.772,89 | 22.719.325,55 | -405.552,66 | -351.659,04 |
| 43 | 96.546,58 | 2.327,20 | 94.219,38 | 53.144,62 |
| 44 | 8.956.611,07 | 9.099.827,74 | -143.216,67 | 5.746.165,30 |
| 48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 203.969,21 |
| 52 | 295.737,88 | 357.712,69 | -61.974,81 | 354.840,26 |
| 53 | 537.816,07 | 515.913,12 | 21.902,95 | -41.509,27 |
| 56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43.841,18 |
| 57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 139.756,57 |
| 58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5.588,85 |
| 61 | 328.475,77 | 260.642,09 | 67.833,68 | 79.916,98 |
| 66 | 0,00 | 76.798,62 | -76.798,62 | -336.002,45 |
| 70 | 20.000,00 | 18.852,66 | 1.147,34 | 5.194,82 |
| 72 | 0,00 | 78.753,00 | -78.753,00 | 7.193,00 |
| 73 | 0,00 | 40.976,73 | -40.976,73 | 8.094,26 |
| 76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20.246,57 |
| 77 | 179.253,00 | 270.043,71 | -90.790,71 | 249.051,32 |
| 81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.125.000,00 |
| Total | 102.611.176,13 | 112.953.110,76 | -10.341.934,63 | 13.121.490,93 |

Source chiffres : comptes généraux ; tableau : Cour des comptes

1.3 La situation globale de l'exécution du budget 2012

Le budget voté de l'exercice 2012, tel qu'il fut arrêté par la loi du 16 décembre 2011, a été modifié par la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée. Par rapport au budget modifié de l'Etat de l'exercice 2012, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'Etat de l'exercice 2012 peuvent être résumées comme suit :

Tableau 4 : Budget et compte 2012

| | Budget définitif 2012 | Compte général 2012 | Variation | |
|-----------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------|--------|
| | | | en valeur | en % |
| Recettes | | | | |
| - courantes | 10.632.514.812,00 | 10.674.054.519,00 | 41.539.707,00 | 0,39 |
| - en capital | 59.846.550,00 | 631.932.930,15 | 572.086.380,15 | 955,92 |
| Total recettes (1) | 10.692.361.362,00 | 11.305.987.449,15 | 613.626.087,15 | 5,74 |
| Dépenses | | | | |
| - courantes | 10.175.259.796,00 | 10.253.334.496,99 | 78.074.700,99 | 0,77 |
| - en capital | 913.091.072,00 | 1.258.718.819,91 | 345.627.747,91 | 37,85 |
| Total dépenses (2) | 11.088.350.868,00 | 11.512.053.316,90 | 423.702.448,90 | 3,82 |
| Excédent de dépenses (2) - (1) | 395.989.506,00 | 206.065.867,75 | -189.923.638,25 | |

Source chiffres : budget de l'Etat 2012, compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Le compte général de l'exercice 2012 est clôturé avec un excédent de dépenses de 206,1 millions d'euros, alors que le budget définitif a renseigné sur un déficit de 396,0 millions d'euros. La Cour des comptes observe que le déficit inscrit dans le compte général est inférieur par rapport à celui inscrit au budget 2012. Il importe cependant de relever que cette apparente amélioration du solde s'explique notamment par le produit des emprunts nouveaux d'un montant de 546.280.000 euros. Ce montant n'a pas été inscrit au budget 2012.

La Cour illustre l'évolution des différentes catégories de recettes sur les pages suivantes. Pour ce qui est de son analyse de l'évolution des recettes directes et indirectes, la Cour renvoie à ses avis concernant les projets de budget de l'Etat 2012 et 2013.

Au niveau des recettes courantes, la plus-value de 0,39% réalisée par rapport aux prévisions de recettes se dégage des variations suivantes :

Tableau 5 : Plus-value des recettes courantes

| | |
|--|----------------------|
| Impôts directs | -121.037.155,19 |
| Impôts indirects | -378.578,07 |
| Recettes d'exploitation, taxes et redevances | -37.810,92 |
| Recettes de participations ou d'avances de l'Etat | 241.531,55 |
| Remboursements de dépenses | -138.770,98 |
| Douanes et accises | -12.643.258,57 |
| Impôts, droits et taxes | 91.836.712,39 |
| Recettes domaniales | 2.385.996,69 |
| Recettes d'exploitation et autres | 2.091.651,99 |
| Remboursements | 453.495,59 |
| Recettes versées par les communes et syndicats de communes | -658.386,93 |
| Recettes versées par les établissements de sécurité sociale | 601.811,95 |
| Recettes et bénéfices versés par les établissements publics | 10.228.826,95 |
| Recettes et remboursements versés par le secteur des sociétés et quasi-sociétés financières et non-financières | 644.292,87 |
| Recettes versées par les comptaables extraordinaires | 4.224.022,02 |
| Participations de l'Etat dans des sociétés de droit privé | 69.289.184,27 |
| Recettes versées par les institutions de l'Union européenne et par d'autres organismes internationaux | -587.397,79 |
| Recettes d'exploitation | -4.763.327,69 |
| Autres recettes courantes effectuées par la Trésorerie de l'Etat | -213.133,13 |
| Total | 41.539.707,00 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 6 : Recettes budget 2012 et compte 2012

| Code | Classes de comptes | Budget 2012 | Compte 2012 | Différence montant | Différence % |
|------|--|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------|
| 10 | Recettes non ventilées | 7.623.700,00 | 7.979.807,77 | 356.107,77 | 4,67 |
| 11 | Remboursements de dépenses de personnel | 22.814.000,00 | 23.819.088,40 | 1.005.088,40 | 4,41 |
| 12 | Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement | 524.375,00 | 823.053,16 | 298.678,16 | 56,96 |
| 14 | Remboursements de dépenses de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur | 2.670.000,00 | 2.588.099,28 | -81.900,72 | -3,07 |
| 16 | Vente de biens non durables et de services | 80.176.950,00 | 82.617.336,97 | 2.440.386,97 | 3,04 |
| 17 | Vente de biens militaires durables | 200,00 | 0,00 | -200,00 | -100,00 |
| 26 | Intérêts de créances | 45.000.000,00 | 16.840.778,92 | -28.159.221,08 | -62,58 |
| 27 | Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques | 100,00 | 0,00 | -100,00 | -100,00 |
| 28 | Autres produits du patrimoine | 154.208.846,00 | 234.618.762,99 | 80.409.916,99 | 52,14 |
| 29 | Intérêts imputés en crédit | 1.000.000,00 | 277.830,20 | -722.169,80 | -72,22 |
| 36 | Impôts indirects et prélèvements | 4.587.406.324,00 | 4.667.631.849,94 | 80.225.525,94 | 1,75 |
| 37 | Impôts directs | 5.693.606.847,00 | 5.572.569.691,81 | -121.037.155,19 | -2,13 |
| 38 | Autres transferts de revenus | 28.759.920,00 | 56.716.466,63 | 27.956.546,63 | 97,21 |
| 39 | Transfert de revenus à l'étranger | 8.213.300,00 | 5.877.059,30 | -2.336.240,70 | -28,44 |
| 42 | Part des communes dans les pensions et rentes sociales | 280.100,00 | 1.688.801,17 | 1.408.701,17 | 502,93 |
| 53 | Remboursements de transferts de capitaux aux ménages | 7.300.000,00 | 7.810.120,20 | 510.120,20 | 6,99 |
| 56 | Impôts en capital | 47.000.100,00 | 67.502.317,88 | 20.502.217,88 | 43,62 |
| 57 | Autres transferts de capitaux des entreprises | 25.000,00 | 72.986,11 | 47.986,11 | 191,94 |
| 58 | Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages | 350.200,00 | 903.467,00 | 553.267,00 | 157,99 |
| 59 | Transferts en capital à l'étranger | 3.000.000,00 | 1.701.735,06 | -1.298.264,94 | -43,28 |
| 76 | Vente de terrains et bâtiments | 2.000.000,00 | 6.912.415,41 | 4.912.415,41 | 245,62 |
| 77 | Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels | 400.000,00 | 673.303,50 | 273.303,50 | 68,33 |
| 84 | Remboursements de crédits octroyés à l'étranger | 100,00 | 0,00 | -100,00 | -100,00 |
| 86 | Remboursements de crédits par et liquidations de participations dans les entreprises et institutions financières | 1.000,00 | 0,00 | -1.000,00 | -100,00 |
| 96 | Produits des emprunts publics consolidés | 300,00 | 546.362.477,45 | 546.362.177,45 | 182.120.725,82 |
| | | 10.692.361.362,00 | 11.305.987.449,15 | 613.626.087,15 | 5,74 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Le tableau ci-dessus reproduit le détail des variations des recettes en comparant le budget 2012 avec le compte 2012 suivant la classification économique.

Le tableau suivant reproduit le détail des variations des recettes en comparant les comptes des exercices 2011 et 2012 suivant la classification économique.

Tableau 7 : Recettes compte 2011 et compte 2012

| Code | Classes de comptes | Compte 2011 | Compte 2012 | Différence montant | Différence % |
|------|--|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------|
| 10 | Recettes non ventilées | 11.962.801,61 | 7.979.807,77 | -3.982.993,84 | -33,29 |
| 11 | Remboursements de dépenses de personnel | 23.134.731,24 | 23.819.088,40 | 684.357,16 | 2,96 |
| 12 | Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement | 639.151,97 | 823.053,16 | 183.901,19 | 28,77 |
| 14 | Remboursements de dépenses de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur | 2.331.584,03 | 2.588.099,28 | 256.515,25 | 11,00 |
| 16 | Vente de biens non durables et de services | 85.415.621,62 | 82.617.336,97 | -2.798.284,65 | -3,28 |
| 17 | Vente de biens militaires durables | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Intérêts de créances | 26.248.270,75 | 16.840.778,92 | -9.407.491,83 | -35,84 |
| 27 | Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | Autres produits du patrimoine | 249.389.447,51 | 234.618.762,99 | -14.770.684,52 | -5,92 |
| 29 | Intérêts imputés en crédit | 754.764,61 | 277.830,20 | -476.934,41 | -63,19 |
| 36 | Impôts indirects et prélèvements | 4.345.660.600,44 | 4.667.631.849,94 | 321.971.249,50 | 7,41 |
| 37 | Impôts directs | 5.442.512.622,36 | 5.572.569.691,81 | 130.057.069,45 | 2,39 |
| 38 | Autres transferts de revenus | 42.594.031,09 | 56.716.466,63 | 14.122.435,54 | 33,16 |
| 39 | Transferts de revenus à l'étranger | 6.388.472,19 | 5.877.059,30 | -511.412,89 | -8,01 |
| 42 | Part des communes dans les pensions et rentes sociales | 29.016.753,58 | 1.688.801,17 | -27.327.952,41 | -94,18 |
| 53 | Remboursements de transferts de capitaux aux ménages | 6.586.630,95 | 7.810.120,20 | 1.223.489,25 | 18,58 |
| 56 | Impôts en capital | 47.873.931,85 | 67.502.317,88 | 19.628.386,03 | 41,00 |
| 57 | Autres transferts de capitaux des entreprises | 21.549,87 | 72.986,11 | 51.436,24 | 238,68 |
| 58 | Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages | 1.097.442,00 | 903.467,00 | -193.975,00 | -17,68 |
| 59 | Transferts en capital à l'étranger | 40.000,00 | 1.701.735,06 | 1.661.735,06 | 4.154,34 |
| 76 | Vente de terrains et bâtiments | 4.014.976,02 | 6.912.415,41 | 2.897.439,39 | 72,17 |
| 77 | Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels | 771.431,74 | 673.303,50 | -98.128,24 | -12,72 |
| 84 | Remboursements de crédits octroyés à l'étranger | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 86 | Remboursements de crédits par et liquidations de participations dans les entreprises et institutions financières | 33.730.774,42 | 0,00 | -33.730.774,42 | -100,00 |
| 96 | Produits des emprunts publics consolidés | 7.160.370,75 | 546.362.477,45 | 539.202.106,70 | 7.530,37 |
| | | 10.367.345.960,60 | 11.305.987.449,15 | 938.641.488,55 | 9,05 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

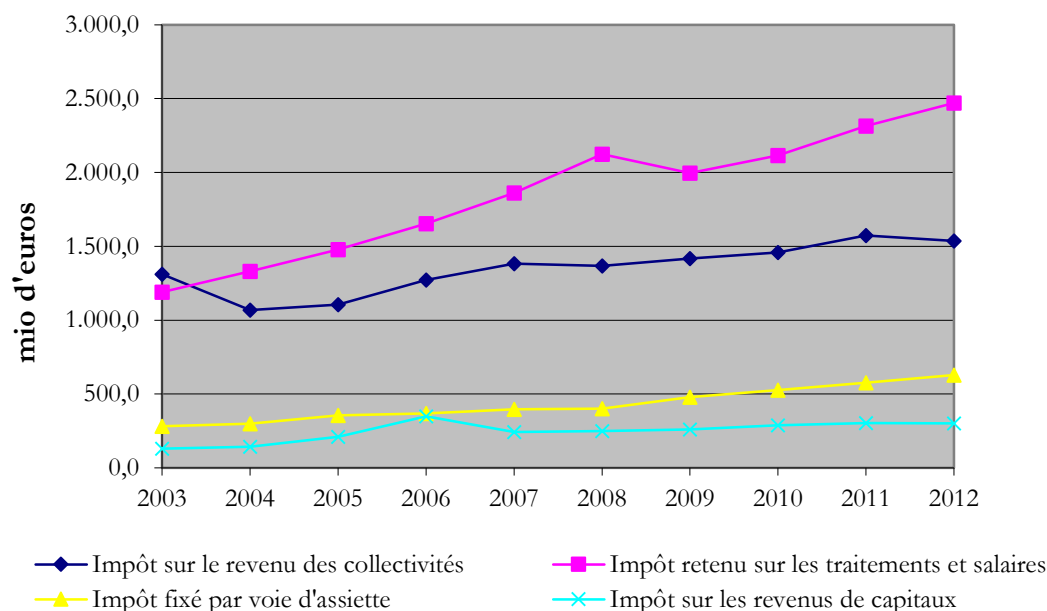
Tableau 8 : Variation des principaux impôts directs par rapport à l'exercice précédent

| (en mio d'euros) | 2011 | 2012 | Variation 2012 / 2011 | |
|--|----------|----------|-----------------------|-------|
| | | | en mio d'euros | en % |
| Impôt sur le revenu des collectivités | 1.573,84 | 1.536,87 | -36,97 | -2,3% |
| Impôt retenu sur les traitements et salaires | 2.314,20 | 2.470,46 | 156,26 | 6,8% |
| Impôt fixé par voie d'assiette | 577,38 | 627,81 | 50,42 | 8,7% |
| Impôt sur les revenus de capitaux | 303,92 | 301,30 | -2,62 | -0,9% |
| Impôt concernant les contribuables non résidents | 1,24 | 1,25 | 0,01 | 0,7% |

Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

En analysant l'évolution des différents impôts directs entre 2011 et 2012, il est à remarquer que les impôts sur les personnes physiques augmentent tandis que les impôts sur les personnes morales sont en déclin.

Graphique 9 : Evolution des principaux impôts directs



Graphique : Cour des comptes

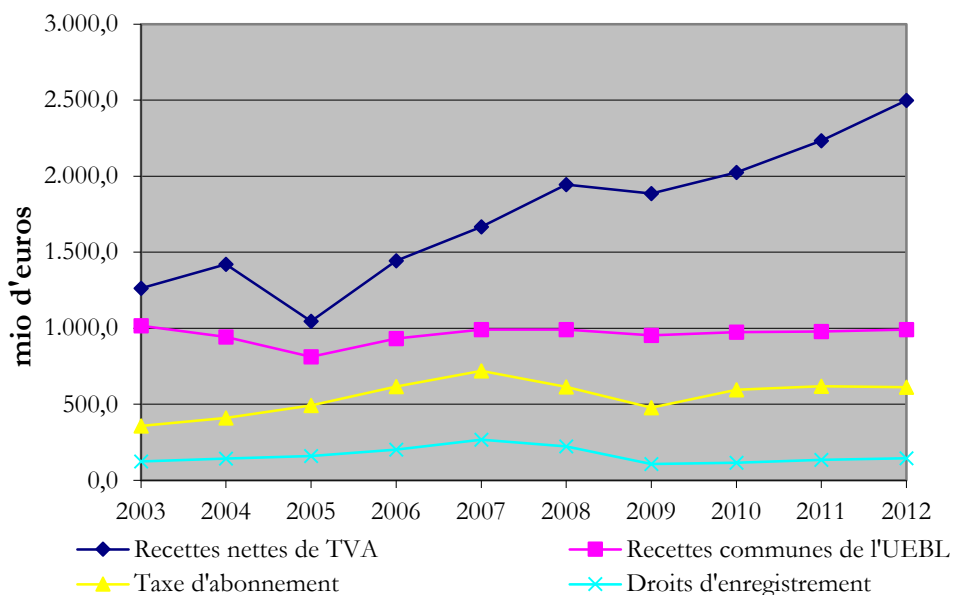
Tableau 10 : Variation des principaux impôts indirects par rapport à l'exercice précédent

| <i>(en mio d'euros)</i> | 2011 | 2012 | Variation 2012 / 2011 | |
|-----------------------------|----------|----------|-----------------------|-------|
| | | | en mio d'euros | en % |
| Recettes nettes de TVA | 2.233,36 | 2.499,36 | 266,00 | 11,9% |
| Recettes communes de l'UEBL | 977,93 | 990,78 | 12,85 | 1,3% |
| Taxe d'abonnement | 617,93 | 612,37 | -5,56 | -0,9% |
| Droits d'enregistrement | 134,57 | 145,01 | 10,44 | 7,8% |

Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

La comparaison entre les différents impôts indirects fait ressortir que les recettes nettes de TVA ont connu de nouveau une hausse considérable (+266 millions d'euros). Ceci s'explique notamment en raison de l'apport exceptionnel du commerce électronique. Les autres impôts indirects n'affichent que des augmentations marginales ou sont en déclin.

Graphique 11 : Evolution des principaux impôts indirects



Graphique : Cour des comptes

Concernant les dépenses courantes et en capital effectives, celles-ci dépassent de 3,82% le total des dépenses projetées pour 2012. Cet écart correspond à 423,70 millions d'euros. Tel qu'il ressort du tableau 12, ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative :

- aux dotations de fonds de réserve (+217.971.515,74 euros) ;
- aux octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières (+190.122.407,00 euros) ;
- aux subventions d'exploitation (+35.883.710,95 euros) ;
- au remboursement de la dette publique (+32.619.800,00 euros) ;
- à l'achat de biens non durables et de services (+16.059.190,65 euros) ;
- aux transferts de revenus à l'étranger (+11.823.600,62 euros) ;
- aux octrois de crédits aux et participations à l'étranger (+11.445.228,47 euros) ;
- aux transferts de capitaux aux administrations publiques locales (+10.456.486,33 euros).

Précisons encore que ces chiffres incluent, d'une part, la prise de participation de l'Etat dans la Banque Internationale de Luxembourg, pour 73 millions et, d'autre part, la contribution du Luxembourg au capital du Mécanisme européen de stabilité (MES), pour 80,1 millions d'euros.

La comparaison des dépenses courantes prévues et réalisées fait ressortir pour 2012 un écart de 78.074.700,99 euros (tableau 4). En fait, ce montant correspond aux dépenses basant sur des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs, diminuées du montant des crédits votés qui n'ont pas été consommés. En 2012, les dépenses en capital connaissent une progression de l'ordre de 37,85% ou de 345.627.747,91 euros.

La Cour reproduit sur les pages suivantes le détail des variations des dépenses en comparant, d'une part, le budget 2012 avec le compte 2012 et, d'autre part, le compte 2011 avec le compte 2012 selon la classification économique. Notons que les dépenses courantes et en capital ont augmenté de 783 millions d'euros par rapport au compte 2011 (une hausse de 7,30%).

Tableau 12 : Dépenses budget 2012 et compte 2012

| Code | Classes de comptes | Budget 2012 | Compte 2012 | Différence montant | Différence % |
|------|---|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------|
| 10 | Dépenses non ventilées | 48.762.759,00 | 48.642.627,97 | -120.131,03 | -0,25 |
| 11 | Salaires et charges sociales | 2.127.525.958,00 | 2.088.351.438,23 | -39.174.519,77 | -1,84 |
| 12 | Achat de biens non durables et de services | 416.960.052,00 | 433.019.242,65 | 16.059.190,65 | 3,85 |
| 14 | Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur | 23.908.316,00 | 22.541.420,55 | -1.366.895,45 | -5,72 |
| 21 | Intérêts de la dette publique | 130.000.000,00 | 130.000.000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Intérêts imputés en débit | 375.100,00 | 1.200.122,54 | 825.022,54 | 219,95 |
| 24 | Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels | 11.668.166,00 | 10.308.887,63 | -1.359.278,37 | -11,65 |
| 31 | Subventions d'exploitation | 411.486.985,00 | 447.370.695,95 | 35.883.710,95 | 8,72 |
| 32 | Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises | 270.797.319,00 | 256.829.219,93 | -13.968.099,07 | -5,16 |
| 33 | Transferts de revenus aux administrations privées | 361.193.866,00 | 350.093.768,98 | -11.100.097,02 | -3,07 |
| 34 | Transferts de revenus aux ménages | 463.515.241,00 | 464.848.586,70 | 1.333.345,70 | 0,29 |
| 35 | Transferts de revenus à l'étranger | 152.436.505,00 | 164.260.105,62 | 11.823.600,62 | 7,76 |
| 36 | Impôts indirects et "prélèvements" | 100,00 | 0,00 | -100,00 | -100,00 |
| 37 | Impôts directs non ventilés | 650.000,00 | 824.742,00 | 174.742,00 | 26,88 |
| 41 | Transferts de revenus à l'administration centrale | 394.037.060,00 | 395.264.929,73 | 1.227.869,73 | 0,31 |
| 42 | Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale | 3.580.006.482,00 | 3.587.040.361,88 | 7.033.879,88 | 0,20 |
| 43 | Transferts de revenus aux administrations publiques locales | 201.175.968,00 | 201.840.504,58 | 664.536,58 | 0,33 |
| 44 | Transferts de revenus à l'enseignement privé | 71.880.144,00 | 74.153.508,76 | 2.273.364,76 | 3,16 |
| 51 | Transferts de capitaux aux entreprises | 59.233.800,00 | 42.157.356,45 | -17.076.443,55 | -28,83 |
| 52 | Transferts de capitaux aux administrations privées | 6.877.800,00 | 5.295.673,79 | -1.582.126,21 | -23,00 |
| 53 | Transferts de capitaux aux ménages | 29.732.500,00 | 36.103.150,39 | 6.370.650,39 | 21,43 |
| 54 | Transferts de capitaux à l'étranger | 14.747.356,00 | 13.648.482,63 | -1.098.873,37 | -7,45 |
| 61 | Transferts en capital à l'administration centrale | 1.100.000,00 | 1.100.000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63 | Transferts de capitaux aux administrations publiques locales | 71.674.430,00 | 82.130.916,33 | 10.456.486,33 | 14,59 |
| 64 | Transferts de capitaux aux écoles privées | 17.000.000,00 | 15.234.822,67 | -1.765.177,33 | -10,38 |
| 71 | Achat de terrains et bâtiments dans le pays | 21.393.800,00 | 24.662.603,33 | 3.268.803,33 | 15,28 |
| 72 | Construction de bâtiments | 19.090.300,00 | 9.215.558,36 | -9.874.741,64 | -51,73 |
| 73 | Réalisation d'ouvrages de génie civil | 65.096.200,00 | 40.490.386,31 | -24.605.813,69 | -37,80 |
| 74 | Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels | 57.938.786,00 | 55.229.376,73 | -2.709.409,27 | -4,68 |
| 81 | Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières | 1.310.600,00 | 191.433.007,00 | 190.122.407,00 | 14.506,52 |
| 83 | Octrois de crédits aux ménages | 50.000,00 | 0,00 | -50.000,00 | -100,00 |
| 84 | Octrois de crédits aux et participations à l'étranger | 16.441.100,00 | 27.886.328,47 | 11.445.228,47 | 69,61 |
| 91 | Remboursement de la dette publique | 200,00 | 32.620.000,00 | 32.619.800,00 | 16.309.900,00 |
| 93 | Dotations de fonds de réserve | 2.040.283.975,00 | 2.258.255.490,74 | 217.971.515,74 | 10,68 |
| | | 11.088.350.868,00 | 11.512.053.316,90 | 423.702.448,90 | 3,82 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 13 : Dépenses compte 2011 et compte 2012

| Code | Classes de comptes | Compte 2011 | Compte 2012 | Différence montant | Différence % |
|------|---|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------|
| 10 | Dépenses non ventilées | 42.439.074,00 | 48.642.627,97 | 6.203.553,97 | 14,62 |
| 11 | Salaires et charges sociales | 1.987.395.726,26 | 2.088.351.438,23 | 100.955.711,97 | 5,08 |
| 12 | Achat de biens non durables et de services | 378.073.613,79 | 433.019.242,65 | 54.945.628,86 | 14,53 |
| 14 | Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur | 22.665.488,88 | 22.541.420,55 | -124.068,33 | -0,55 |
| 21 | Intérêts de la dette publique | 129.000.000,00 | 130.000.000,00 | 1.000.000,00 | 0,78 |
| 23 | Intérêts imputés en débit | 625.938,85 | 1.200.122,54 | 574.183,69 | 91,73 |
| 24 | Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels | 9.163.489,03 | 10.308.887,63 | 1.145.398,60 | 12,50 |
| 31 | Subventions d'exploitation | 411.145.305,36 | 447.370.695,95 | 36.225.390,59 | 8,81 |
| 32 | Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises | 226.503.044,84 | 256.829.219,93 | 30.326.175,09 | 13,39 |
| 33 | Transferts de revenus aux administrations privées | 316.889.065,59 | 350.093.768,98 | 33.204.703,39 | 10,48 |
| 34 | Transferts de revenus aux ménages | 415.762.806,41 | 464.848.586,70 | 49.085.780,29 | 11,81 |
| 35 | Transferts de revenus à l'étranger | 148.246.480,64 | 164.260.105,62 | 16.013.624,98 | 10,80 |
| 36 | Impôts indirects et "prélèvements" | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 37 | Impôts directs non ventilés | 705.353,00 | 824.742,00 | 119.389,00 | 16,93 |
| 41 | Transferts de revenus à l'administration centrale | 350.937.110,28 | 395.264.929,73 | 44.327.819,45 | 12,63 |
| 42 | Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale | 3.391.262.110,98 | 3.587.040.361,88 | 195.778.250,90 | 5,77 |
| 43 | Transferts de revenus aux administrations publiques locales | 173.974.323,75 | 201.840.504,58 | 27.866.180,83 | 16,02 |
| 44 | Transferts de revenus à l'enseignement privé | 68.077.960,55 | 74.153.508,76 | 6.075.548,21 | 8,92 |
| 51 | Transferts de capitaux aux entreprises | 28.154.556,08 | 42.157.356,45 | 14.002.800,37 | 49,74 |
| 52 | Transferts de capitaux aux administrations privées | 2.985.803,02 | 5.295.673,79 | 2.309.870,77 | 77,36 |
| 53 | Transferts de capitaux aux ménages | 29.836.166,17 | 36.103.150,39 | 6.266.984,22 | 21,00 |
| 54 | Transferts de capitaux à l'étranger | 18.265.573,21 | 13.648.482,63 | -4.617.090,58 | -25,28 |
| 61 | Transferts en capital à l'administration centrale | 174.548,00 | 1.100.000,00 | 925.452,00 | 530,20 |
| 63 | Transferts de capitaux aux administrations publiques locales | 66.480.935,49 | 82.130.916,33 | 15.649.980,84 | 23,54 |
| 64 | Transferts de capitaux aux écoles privées | 11.996.993,98 | 15.234.822,67 | 3.237.828,69 | 26,99 |
| 71 | Achat de terrains et bâtiments dans le pays | 70.313.835,76 | 24.662.603,33 | -45.651.232,43 | -64,92 |
| 72 | Construction de bâtiments | 10.773.428,42 | 9.215.558,36 | -1.557.870,06 | -14,46 |
| 73 | Réalisation d'ouvrages de génie civil | 61.676.244,21 | 40.490.386,31 | -21.185.857,90 | -34,35 |
| 74 | Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels | 54.526.392,21 | 55.229.376,73 | 702.984,52 | 1,29 |
| 81 | Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières | 113.109.318,23 | 191.433.007,00 | 78.323.688,77 | 69,25 |
| 83 | Octrois de crédits aux ménages | 50.000,00 | 0,00 | -50.000,00 | -100,00 |
| 84 | Octrois de crédits aux et participations à l'étranger | 15.286.474,91 | 27.886.328,47 | 12.599.853,56 | 82,42 |
| 91 | Remboursement de la dette publique | 0,00 | 32.620.000,00 | 32.620.000,00 | 0,00 |
| 93 | Dotations de fonds de réserve | 2.172.067.279,91 | 2.258.255.490,74 | 86.188.210,83 | 3,97 |
| | | 10.728.564.441,81 | 11.512.053.316,90 | 783.488.875,09 | 7,30 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

1.4 La présentation « européenne » des comptes

Dans le cadre du dépôt du projet de loi portant règlement du compte général, comme l'année dernière, un document supplémentaire a été adjoint, présentant les recettes et dépenses de l'administration centrale d'après les règles et concepts du système européen des comptes (SEC 95) et reprenant pour l'exercice 2012 une comparaison entre les chiffres prévus au budget 2012 et les chiffres figurant au compte général 2012.

Il importe de signaler que le compte général sert en premier lieu à contrôler l'exécution budgétaire en reflétant, article par article, l'exécution du budget de l'Etat voté par la Chambre des députés pour un exercice donné, en recettes et en dépenses.

Par contre, le solde de financement des administrations publiques établi selon les règles et concepts du SEC95, qui est notifié semestriellement à la Commission européenne et sur base duquel le respect du Pacte de Stabilité et de Croissance est évalué, a pour finalité de constater la capacité de financement dégagée ou le besoin de financement éprouvé par le secteur public dans son ensemble, c'est-à-dire l'Etat central, les administrations locales et la sécurité sociale.

La différence entre le solde du compte général et le solde de l'administration centrale établi selon les règles et concepts du SEC95 se vérifie par la prise en compte des dépenses nettes effectives des fonds spéciaux de l'Etat et des établissements publics, ainsi que par des règles d'affectation ou d'imputation différentes pour certaines opérations budgétaires.

Ainsi, le compte général de l'exercice 2012 est clôturé avec un excédent de dépenses de 206,1 millions d'euros, alors que le solde de financement de l'administration centrale établi selon les règles et concepts du SEC95 renseigne un déficit de 1.098,9 millions d'euros.

La Cour constate que le besoin de financement de l'administration centrale de l'exercice 2012 a été inférieur de 44,4 millions d'euros par rapport aux estimations du projet de budget de 2012 (déficit de 1.143,2 millions d'euros ; 2,6% du PIB). Ceci s'explique par le fait que si les recettes étaient moins importantes que prévues de l'ordre de 24,2 millions d'euros, les dépenses de l'administration centrale ont également été moins élevées et ce de 68,6 millions d'euros. Ceci s'explique notamment par le fait que le niveau des transferts en capital est inférieur de 106,4 millions d'euros par rapport aux prévisions.

Finalement, la Cour tient à préciser qu'au 1^{er} avril 2013, le Luxembourg a notifié à la Commission européenne un besoin de financement de 357 millions d'euros pour l'exercice 2012 (0,8% du PIB). Au niveau des sous-secteurs, l'administration centrale a affiché un besoin de financement de 1.155 millions d'euros, tandis que les administrations locales et la sécurité sociale ont dégagé une capacité de financement de 41 millions d'euros et de 757 millions d'euros respectivement. Or, la notification a été établie avant la clôture du compte général.

Suite à la clôture du compte général, le besoin de financement de l'administration centrale selon le SEC95 a été recalculé et arrêté provisoirement à un montant de 1.098,9 millions d'euros.

Tableau 14 : Administration centrale budget 2012 et compte 2012

| | Budget définitif 2012 (projet de budget 2012) | Compte général 2012 (estimation) | Variation |
|--|--|-------------------------------------|--------------|
| <u>DEPENSES</u> | 13.739,5 | 13.670,9 | -68,6 |
| 1. Consommation intermédiaire | 1.002,2 | 1.084,2 | +82,0 |
| 2. Formation de capital | 1.048,9 | 977,1 | -71,7 |
| 3. Rémunération des salariés | 2.736,3 | 2.737,4 | 1,1 |
| 4. Subventions | 698,5 | 685,8 | -12,7 |
| 5. Intérêts de la dette publique | 225,8 | 172,1 | -53,7 |
| 6. Prestations sociales en espèce | 1.132,5 | 1.193,6 | 61,0 |
| 7. Prestations sociales en nature | 52,3 | 59,9 | 7,7 |
| 8. Autres transferts courants | 6.025,2 | 6.091,9 | +66,7 |
| 9. Transferts en capital | 808,5 | 702,2 | -106,4 |
| Autres | 9,4 | -33,2 | -42,6 |
| <u>RECETTES</u> | 12.596,3 | 12.572,1 | -24,2 |
| Impôts sur la production et les importations | 5.477,0 | 5.442,6 | -34,4 |
| Revenus de la propriété | 254,8 | 303,5 | +48,8 |
| Impôts courants sur le revenu, le patrimoine | 5.735,3 | 5.656,7 | -78,6 |
| Cotisations sociales | 502,2 | 517,7 | 15,5 |
| Autres recettes | 627,0 | 651,5 | 24,5 |
| Capacité/besoin de financement | | | |
| - En millions | -1.143,2 | -1.098,9 | +44,4 |
| - En % du PIB | -2,6% | -2,5% | - |

Source chiffres : compte général 2012 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes ; les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

1.5 Les fonds spéciaux

Dans le présent chapitre, la Cour passe en revue la situation financière des fonds spéciaux. Cette analyse se base sur l'annexe au compte général qui renseigne sur l'évolution des recettes et des dépenses des fonds de l'Etat au cours de l'année visée et ce pour chaque projet financé par le biais de ces fonds.

En ce qui concerne le Fonds pour les monuments historiques, le Fonds d'équipement sportif national et le Fonds pour la protection de l'environnement, la Cour constate une absence de ventilation détaillée des dépenses par projet. Dans ce contexte, le rapport de la Commission d'exécution budgétaire sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011 (doc.parl. 6440/3) indique qu'au cours d'une réunion du 21 novembre 2011, un représentant du ministère des Finances « avait conclu que des discussions étaient toutefois en cours avec les ministères concernés pour améliorer la présentation de ces dépenses, par exemple en les regroupant par site (pour le Fonds des monuments historiques). La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire constate que les discussions avec les ministères concernés allant dans le sens des recommandations de la Cour des comptes (ventilation par projet ou type de travaux) n'ont pas encore abouti ».

Pour les autres fonds spéciaux, une comparaison entre les dépenses effectives et les dépenses projetées a été annexée au compte général. Or il appert que les chiffres utilisés pour établir cette comparaison proviennent de trois sources différentes, à savoir du projet de budget 2012 (18 cas), du projet de budget 2013 (11 cas) et d'une dernière source dont la Cour n'a pas pu établir l'origine (1 cas). Dès lors, la Cour se doit de constater un manque d'uniformité au niveau des informations fournies.

1.5.1 La situation financière des fonds spéciaux de l'Etat

Le tableau ci-après renseigne sur les recettes et les dépenses effectives des fonds spéciaux de l'Etat au cours de l'exercice 2012. Il en ressort que les dépenses dépassent les recettes de quelque 141,59 millions d'euros.

Tableau 15 : Evolution des avoirs des fonds spéciaux

| Désignation du Fonds | Avoirs au 01.01.2012 | Alimentation budgétaire | Recettes | Dépenses | Avoirs au 31.12.2012 |
|--|----------------------|-------------------------|-------------|-------------|----------------------|
| Fonds de la coopération au développement | 1.031.627 | 167.658.774 | 169.779.194 | 168.904.922 | 1.905.899 |
| Fonds d'équipement militaire | 136.734.776 | 37.000.000 | 37.000.000 | 24.048.810 | 149.685.966 |
| Fonds pour les monuments historiques | 40.792.087 | 10.000.000 | 10.000.000 | 17.433.243 | 33.358.843 |

| Désignation du Fonds | Avoirs au 01.01.2012 | Alimentation budgétaire | Recettes | Dépenses | Avoirs au 31.12.2012 |
|--|----------------------|-------------------------|-------------|-------------|----------------------|
| Fonds de crise | 21.715.473 | 0 | 0 | 0 | 21.715.473 |
| Fonds de la dette publique | 80.202.105 | 145.800.000 | 145.800.000 | 215.394.345 | 10.607.760 |
| Fonds de pension | 0 | 455.746.438 | 626.680.076 | 625.861.171 | 818.904 |
| Fonds communal de dotation financière | 0 | 430.899.547 | 742.880.797 | 742.880.797 | 0 |
| Fonds de la pêche | 181.343 | 61.985 | 61.985 | 111.482 | 131.846 |
| Fonds pour la gestion de l'eau | 49.381.571 | 30.800.000 | 39.991.402 | 59.266.632 | 30.106.342 |
| Fonds des eaux frontalières | 1.077.817 | 50.473 | 50.473 | 74.225 | 1.054.065 |
| Fonds d'équipement sportif national | 49.610.077 | 17.500.000 | 17.500.000 | 22.577.916 | 44.532.161 |
| Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales | 77.795.821 | 60.000.000 | 60.156.751 | 74.142.612 | 63.809.959 |
| Fonds d'assainissement en matière de surendettement | 387.398 | 100 | 25.638 | 13.362 | 399.673 |
| Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux | 30.913.071 | 8.500.000 | 8.500.000 | 7.845.804 | 31.567.267 |
| Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières | 101.151.560 | 37.800.000 | 37.800.000 | 33.500.657 | 105.450.903 |
| Fonds pour la protection de l'environnement | 55.132.556 | 9.000.000 | 9.000.000 | 19.509.475 | 44.623.081 |
| Fonds climat et énergie | 400.748.106 | 10.000.000 | 99.543.696 | 33.332.676 | 466.959.126 |
| Fonds pour l'emploi | 108.179.054 | 406.719.922 | 577.668.976 | 618.101.447 | 67.746.583 |
| Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture | 25.258.479 | 57.000.000 | 73.076.390 | 85.397.381 | 12.937.488 |
| Fonds d'investissements publics administratifs | 76.445.873 | 156.400.000 | 156.606.652 | 171.506.999 | 61.545.526 |
| Fonds d'investissements publics scolaires | 86.689.601 | 52.100.000 | 52.210.000 | 64.324.976 | 74.574.624 |
| Fonds des routes | 67.094.448 | 5.000.000 | 155.948.431 | 175.096.246 | 47.946.632 |
| Fonds du rail | 248.024.373 | 125.138.195 | 314.179.181 | 306.837.885 | 255.365.669 |
| Fonds des raccordements ferroviaires internationaux | 51.915.766 | 2.000.000 | 2.000.000 | 17.064.701 | 36.851.065 |
| Fonds pour la loi de garantie | 70.056.886 | 66.300.000 | 75.176.687 | 65.350.430 | 79.883.143 |
| Fonds pour la promotion touristique | 9.334.362 | 7.000.000 | 7.000.000 | 8.583.620 | 7.750.743 |
| Fonds pour la réforme communale | 8.239.973 | 2.714.500 | 2.714.500 | 10.239.973 | 714.500 |
| Fonds social culturel | 37.554 | 1.640.600 | 1.640.600 | 1.675.274 | 2.880 |
| Fonds pour l'entretien et pour la rénovation des propriétés immobilières de l'Etat | 31.670.542 | 55.000.000 | 55.000.000 | 57.195.205 | 29.475.337 |
| Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé | 16.274.586 | 43.000.000 | 43.000.000 | 36.164.277 | 23.110.310 |
| Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier | 757.332 | 419.463 | 419.463 | 563.501 | 613.294 |

| Désignation du Fonds | Avoirs au 01.01.2012 | Alimentation budgétaire | Recettes | Dépenses | Avoirs au 31.12.2012 |
|----------------------|----------------------|-------------------------|---------------|---------------|----------------------|
| Total | 1.846.834.213 | 2.401.249.997 | 3.521.410.891 | 3.663.000.045 | 1.705.245.059 |

Différence entre recettes et dépenses :

-141.589.154

Source chiffres : compte général 2012 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Au niveau de l'évolution des avoirs des fonds spéciaux de l'Etat, une régression de 7,67% est à constater pour l'exercice 2012, à savoir :

- avoirs des fonds spéciaux en début d'exercice 2012 : 1.846.834.213 euros
- avoirs des fonds spéciaux en fin d'exercice 2012 : 1.705.245.059 euros
- diminution des avoirs des fonds spéciaux : 141.589.154 euros

D'autre part, les projections des recettes et des dépenses du projet de budget 2012 ont tablé sur une diminution de 30,86% des avoirs des fonds. Ceci s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux ont été plus importantes que prévues et que l'évolution des dépenses a été moins prononcée que prévue en 2012.

La Cour tient à rappeler qu'au cours de l'exercice 2012, des emprunts pour un montant total de 250 millions d'euros ont été crédités sur le Fonds du rail et le Fonds des routes. Déduction faite de ces emprunts la diminution des avoirs des fonds spéciaux est de l'ordre de 21,20% pour atteindre quelque 1.455 millions d'euros en fin 2012.

1.5.1.1 L'évolution des recettes des fonds spéciaux de l'Etat

D'après les projets de budget de 2012 et 2013, ainsi que d'après le compte général 2012, les évolutions prévisionnelles des recettes des fonds spéciaux pour l'exercice 2012 ont été les suivantes :

- recettes 2012 d'après le projet de budget 2012 : 3.261.753.194 euros
- recettes 2012 d'après le projet de budget 2013 : 3.508.736.509 euros
- recettes 2012 d'après le compte général 2012 : 3.521.410.891 euros

Il y a lieu de constater que les recettes des fonds spéciaux réalisées au cours de l'exercice 2012 sont supérieures de 7,96% par rapport aux estimations du projet de budget 2012 et de 0,36% par rapport aux estimations du projet de budget 2013.

Le tableau ci-après fournit une comparaison des recettes projetées et des recettes effectives des divers fonds spéciaux de l'Etat en 2012.

Tableau 16 : Evolution des recettes des fonds spéciaux

| Désignation du Fonds | Recettes 2012 (projet de budget 2012) | Recettes 2012 (compte général 2012) | Variation: compte général 2012 - projet de budget 2012 | |
|--|---|---|--|--------------|
| | | | en euros | en % |
| Fonds de la coopération au développement | 167.908.774 | 169.779.194 | 1.870.420 | 1,11% |
| Fonds d'équipement militaire | 37.000.000 | 37.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour les monuments historiques | 10.000.000 | 10.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds de crise | 100 | 0 | -100 | -100,00% |
| Fonds de la dette publique | 145.800.100 | 145.800.000 | -100 | 0,00% |
| Fonds de pension | 574.371.693 | 626.680.076 | 52.308.383 | 9,11% |
| Fonds communal de dotation financière | 757.046.147 | 742.880.797 | -14.165.350 | -1,87% |
| Fonds de la pêche | 61.985 | 61.985 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour la gestion de l'eau | 41.300.000 | 39.991.402 | -1.308.598 | -3,17% |
| Fonds des eaux frontalières | 50.473 | 50.473 | 0 | 0,00% |
| Fonds d'équipement sportif national | 17.500.000 | 17.500.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales | 60.000.000 | 60.156.751 | 156.751 | 0,26% |
| Fonds d'assainissement en matière de surendettement | 8.100 | 25.638 | 17.538 | 216,52% |
| Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux | 8.500.000 | 8.500.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières | 37.800.000 | 37.800.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour la protection de l'environnement | 9.000.000 | 9.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds climat et énergie | 101.000.000 | 99.543.696 | -1.456.304 | -1,44% |
| Fonds pour l'emploi | 519.606.947 | 577.668.976 | 58.062.029 | 11,17% |
| Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture | 69.000.000 | 73.076.390 | 4.076.390 | 5,91% |
| Fonds d'investissements publics administratifs | 56.400.000 | 156.606.652 | 100.206.652 | 177,67% |
| Fonds d'investissements publics scolaires | 52.100.000 | 52.210.000 | 110.000 | 0,21% |
| Fonds des routes | 155.000.000 | 155.948.431 | 948.431 | 0,61% |
| Fonds du rail | 307.509.412 | 314.179.181 | 6.669.769 | 2,17% |
| Fonds des raccordements ferroviaires internationaux | 2.000.000 | 2.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour la loi de garantie | 24.300.000 | 75.176.687 | 50.876.687 | 209,37% |
| Fonds pour la promotion touristique | 7.000.000 | 7.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour la réforme communale | 2.000.000 | 2.714.500 | 714.500 | 35,73% |
| Fonds social culturel | 1.070.000 | 1.640.600 | 570.600 | 53,33% |
| Fonds pour l'entretien et pour la rénovation des propriétés immobilières de l'Etat | 55.000.000 | 55.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé | 43.000.000 | 43.000.000 | 0 | 0,00% |
| Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier | 419.463 | 419.463 | 0 | 0,00% |
| Total | 3.261.753.194 | 3.521.410.891 | 259.657.697 | 7,96% |

Source chiffres : projet de budget 2012, compte général 2012 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

La différence entre les recettes des fonds spéciaux renseignées dans le projet de budget 2012 et le compte général 2012 se chiffre à 259,66 millions d'euros. Elle s'explique essentiellement par la prise en compte d'alimentations supplémentaires résultant des dépassements à hauteur de 257,30 millions d'euros des crédits non limitatifs d'alimentation des fonds spéciaux suivants :

| | |
|--|-------------------------|
| • Fonds d'investissements publics administratifs | 100,00 millions d'euros |
| • Fonds pour l'emploi | 70,00 millions d'euros |
| • Fonds pour la loi de garantie | 50,00 millions d'euros |
| • Fonds de pension | 36,73 millions d'euros |
| • Fonds social culturel | 0,57 million d'euros |

1.5.1.2 L'évolution des dépenses des fonds spéciaux de l'Etat

Les projets de budget de 2012 et 2013, ainsi que le compte général 2012, contiennent également des projections concernant les dépenses des fonds spéciaux pour l'exercice 2012, à savoir :

| | |
|--|---------------------|
| • dépenses 2012 d'après le projet de budget 2012 : | 3.831.659.890 euros |
| • dépenses 2012 d'après le projet de budget 2013 : | 3.888.399.752 euros |
| • dépenses 2012 d'après le compte général 2012 : | 3.663.000.045 euros |

La Cour constate donc que l'évolution des dépenses a été moins rapide que prévue, la variation des dépenses entre le projet de budget 2012 et le compte général 2012 étant de -4,40%.

Le tableau ci-après présente la comparaison des dépenses projetées et des dépenses effectives des divers fonds spéciaux de l'Etat en 2012.

Tableau 17 : Evolution des dépenses des fonds spéciaux

| Désignation du Fonds | Dépenses 2012 (projet de budget 2012) | Dépenses 2012 (compte général 2012) | Variation : compte général 2012 - projet de budget 2012 | |
|--|--|---|---|---------------|
| | | | en euros | en % |
| Fonds de la coopération au développement | 167.750.733 | 168.904.922 | 1.154.189 | 0,69% |
| Fonds d'équipement militaire | 57.191.388 | 24.048.810 | -33.142.578 | -57,95% |
| Fonds pour les monuments historiques | 28.958.500 | 17.433.243 | -11.525.257 | -39,80% |
| Fonds de crise | 0 | 0 | 0 | - |
| Fonds de la dette publique | 212.130.999 | 215.394.345 | 3.263.346 | 1,54% |
| Fonds de pension | 574.371.693 | 625.861.171 | 51.489.478 | 8,96% |
| Fonds communal de dotation financière | 757.046.147 | 742.880.797 | -14.165.350 | -1,87% |
| Fonds de la pêche | 152.050 | 111.482 | -40.568 | -26,68% |
| Fonds pour la gestion de l'eau | 76.834.000 | 59.266.632 | -17.567.368 | -22,86% |
| Fonds des eaux frontalières | 114.272 | 74.225 | -40.048 | -35,05% |
| Fonds d'équipement sportif national | 37.980.500 | 22.577.916 | -15.402.584 | -40,55% |
| Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales | 110.000.000 | 74.142.612 | -35.857.388 | -32,60% |
| Fonds d'assainissement en matière de surendettement | 50.000 | 13.362 | -36.638 | -73,28% |
| Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux | 24.088.226 | 7.845.804 | -16.242.422 | -67,43% |
| Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières | 60.920.446 | 33.500.657 | -27.419.789 | -45,01% |
| Fonds pour la protection de l'environnement | 23.718.750 | 19.509.475 | -4.209.275 | -17,75% |
| Fonds climat et énergie | 107.070.988 | 33.332.676 | -73.738.312 | -68,87% |
| Fonds pour l'emploi | 590.288.300 | 618.101.447 | 27.813.147 | 4,71% |
| Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture | 93.950.000 | 85.397.381 | -8.552.619 | -9,10% |
| Fonds d'investissements publics administratifs | 116.522.191 | 171.506.999 | 54.984.808 | 47,19% |
| Fonds d'investissements publics scolaires | 88.286.919 | 64.324.976 | -23.961.943 | -27,14% |
| Fonds des routes | 184.229.595 | 175.096.246 | -9.133.349 | -4,96% |
| Fonds du rail | 321.203.726 | 306.837.885 | -14.365.841 | -4,47% |
| Fonds des raccordements ferroviaires internationaux | 4.000.000 | 17.064.701 | 13.064.701 | 326,62% |
| Fonds pour la loi de garantie | 78.052.193 | 65.350.430 | -12.701.763 | -16,27% |
| Fonds pour la promotion touristique | 9.322.704 | 8.583.620 | -739.084 | -7,93% |
| Fonds pour la réforme communale | 4.300.000 | 10.239.973 | 5.939.973 | 138,14% |
| Fonds social culturel | 1.070.000 | 1.675.274 | 605.274 | 56,57% |
| Fonds pour l'entretien et pour la rénovation des propriétés immobilières de l'Etat | 58.740.000 | 57.195.205 | -1.544.795 | -2,63% |
| Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé | 42.930.570 | 36.164.277 | -6.766.293 | -15,76% |
| Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier | 385.000 | 563.501 | 178.501 | 46,36% |
| Total | 3.831.659.890 | 3.663.000.045 | -168.659.845 | -4,40% |

Source chiffres : projet de budget 2012, compte général 2012 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

1.5.2 Les fonds spéciaux de l'Etat au niveau du logiciel SAP

Au niveau des mouvements des dépenses et des recettes des fonds spéciaux, la Cour n'a pas constaté de discordance entre le compte général et les données reprises au système comptable de l'Etat, c.-à-d. le logiciel SAP.

Par contre pour les soldes des fonds spéciaux à la date du 31 décembre 2012, il existe des différences entre le compte général et les données du module SAP « compte général des fonds spéciaux – solde des fonds spéciaux » et ceci pour cinq fonds spéciaux, à savoir le Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales, le Fonds pour les monuments historiques, le Fonds d'équipement militaire, le Fonds social culturel et le Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier.

Les problèmes relevés résultent d'un mauvais report des avoirs des fonds en fin d'exercice à l'exercice suivant et ils ont déjà été évoqués dans des rapports de la Cour des comptes concernant des comptes généraux précédents. La Cour recommande de procéder aux rectifications qui s'imposent avant le vote du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012.

1.6 L'exécution du budget des dépenses

1.6.1 Les transferts de crédits

En vertu de la règle de la spécialité budgétaire, les crédits prévus par la loi budgétaire doivent être affectés à une dépense déterminée. Chaque crédit est une autorisation de dépense pour un objet et un montant déterminés dont l'excédent inutilisé à la fin de l'exercice devrait tomber en économie.

L'article 18 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat déroge toutefois à ce principe en autorisant l'ordonnateur à effectuer des transferts de crédits à l'intérieur d'une même section. Il fixe de même les règles et les conditions à observer en cas de transferts d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre.

Pour l'exercice budgétaire 2012, le montant des majorations de crédit par voie de transfert s'élève à 22.640.290,58 euros. Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 19.859.239,01 euros.

Toujours selon les dispositions de l'article 18, les membres du Gouvernement sont tenus de transmettre au ministre ayant le budget dans ses attributions et au contrôleur financier copie des arrêtés de transfert indiquant la raison justificative de chaque transfert. De même, ces arrêtés sont à communiquer à la Chambre des députés.

A ce sujet, la Cour a passé en revue les raisons justificatives invoquées à la base de 505 arrêtés de transfert. Dans 48 cas, les justifications des décisions de transfert n'ont pas été suffisamment motivées. Ces arrêtés de transfert se limitaient souvent à indiquer une insuffisance de crédit sans aucune autre justification supplémentaire. Dans bien des cas, les motivations à la base des décisions de transfert ont acquis un caractère standardisé.

Le tableau suivant fait une ventilation des arrêtés de transfert par ministère.

Tableau 18 : Les transferts de crédits - motivation insuffisante

| Ministère | Nombre total des arrêtés de transfert | Motivation insuffisante |
|--|---------------------------------------|-------------------------|
| Ministère d'Etat | 19 | 1 |
| Ministère des Affaires étrangères | 57 | 5 |
| Ministère de la Culture | 34 | 1 |
| Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | 4 | 0 |
| Ministère des Finances | 1 | 1 |

| Ministère | Nombre total des arrêtés de transfert | Motivation insuffisante |
|---|---------------------------------------|-------------------------|
| Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur | 16 | 1 |
| Ministère des Classes moyennes et du Tourisme | 9 | 0 |
| Ministère de la Justice | 37 | 0 |
| Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative | 6 | 0 |
| Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région | 76 | 15 |
| Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle | 59 | 1 |
| Ministère de la Famille et de l'Intégration | 18 | 1 |
| Ministère de la Santé | 31 | 11 |
| Ministère du Logement | 7 | 0 |
| Ministère du Travail et de l'Emploi | 0 | 0 |
| Ministère de la Sécurité sociale | 19 | 0 |
| Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | 30 | 1 |
| Ministère du Développement durable et des Infrastructures | 82 | 10 |
| Ministère de l'Egalité des Chances | 0 | 0 |
| Total | 505 | 48 |

Source chiffres : Cour des comptes ; tableau : Cour des comptes

Pour illustrer la portée des opérations de transfert effectuées en 2012, la Cour présente en annexe quatre tableaux qui renseignent sur :

- les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert supérieur à 2.500 euros (tableau 21);
- les crédits surestimés, c'est-à-dire les articles budgétaires qui ont fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros (tableau 22);
- les crédits sous-estimés, c'est-à-dire les articles budgétaires qui ont été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros (tableau 23);
- les crédits transférés pour une valeur dépassant au moins 90% du crédit voté (tableau 24).

La Cour a également analysé les opérations de transferts sur une période de cinq ans (comptes généraux 2008 à 2012). Elle a pu se rendre compte que, dans plusieurs cas, les crédits budgétaires ont été sur- ou sous-estimés de manière consécutive sur 5 exercices (voir tableaux 26 et 27 en annexe).

1.6.2 Les crédits non limitatifs

De manière générale, les crédits budgétaires ont un caractère limitatif et ne permettent le paiement de dépenses que jusqu'à concurrence du montant voté.

L'article 16 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat précise toutefois que les articles budgétaires peuvent être dotés de la mention « crédit non limitatif » lorsqu'ils concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur.

Le montant total des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs de l'exercice 2012 s'élève à 813.570.547,11 euros dont 378.900.300,98 euros pour le budget des dépenses courantes et 434.670.246,13 euros pour le budget des dépenses en capital. Le montant total des liquidations effectuées sur base de ces autorisations de dépassement de crédits non limitatifs s'élève à 797.920.569,87 euros dont 364.406.410,68 euros pour le budget des dépenses courantes et 433.514.159,19 euros pour le budget des dépenses en capital.

| Budget | Autorisation | Dépassements utilisés |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
| ♦ des dépenses courantes | 378.900.300,98 | 364.406.410,68 |
| ♦ des dépenses en capital | 434.670.246,13 | 433.514.159,19 |
| Total | 813.570.547,11 | 797.920.569,87 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Le montant des liquidations à charge du budget des dépenses courantes et regroupées dans la classification administrative sous le code économique 11 « salaires et charges sociales » s'élève à 55.392.676,01 euros. Pour l'ensemble des autres opérations du budget des dépenses courantes, le montant des liquidations s'élève à 309.013.734,67 euros.

Au niveau du budget des dépenses en capital, 96,89 % du montant global des dépassements effectivement utilisés concernent 11 articles.

Tableau 19 : Crédits budgétaires des dépenses en capital dépassés – exercice 2012

| Article | Libellé | Crédit voté | Paiements effectifs | Dépassements utilisés |
|-------------|---|---------------|---------------------|-----------------------|
| 34.0.71.050 | Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat..... | 13.000.000,00 | 20.371.037,70 | 7.371.037,70 |
| 34.0.81.035 | Participation dans le capital social de sociétés, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes..... | 10.000,00 | 177.428.400,00 | 177.418.400,00 |
| 34.0.84.070 | Banque européenne d'investissement : augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires..... | 100,00 | 11.347.500,00 | 11.347.400,00 |
| 34.8.91.006 | Appel à la garantie de l'Etat et ajustements de valeur d'opérations de trésorerie liées aux risques de crédits et aux risques de marché | 100,00 | 32.620.000,00 | 32.619.900,00 |
| 35.0.81.030 | Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique | 100,00 | 6.204.607,00 | 6.204.507,00 |
| 45.0.63.003 | Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs ; aide aux communes et aux établissements publics placées sous la surveillance des communes (articles 27, 29 et 30ter de la loi modifiée du 25.2.1979) | 8.184.000,00 | 14.517.435,00 | 6.333.435,00 |
| 45.0.63.007 | Aide revenant aux communes pour financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants | 26.000.000,00 | 41.394.029,00 | 15.394.029,00 |
| 45.0.81.030 | Fonds pour le développement du logement et de l'habitat: majoration de la dotation..... | 1.000.000,00 | 7.500.000,00 | 6.500.000,00 |
| 50.3.53.000 | Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie.- Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement | 9.000.000,00 | 16.797.248,64 | 7.797.248,64 |
| 51.7.93.001 | Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs | 56.400.000,00 | 156.400.000,00 | 100.000.000,00 |

| Article | Libellé | Crédit voté | Paielements effectifs | Dépassements utilisés |
|-------------|--|---------------|-----------------------|-----------------------|
| 51.7.93.004 | Alimentation du fonds pour la loi de la garantie | 16.300.000,00 | 66.300.000,00 | 50.000.000,00 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Par ailleurs, l'article 66 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat précise qu'« en cas d'insuffisance de crédits à l'endroit d'un article libellé « Crédit non limitatif », pour des dépenses imprévisibles, indispensables et dont le règlement ne peut être différé, le ministre ayant le budget dans ses attributions peut autoriser préalablement à l'engagement un dépassement de crédit sur demande motivée du ministre ordonnateur ». La Cour a cependant constaté qu'un dépassement a été effectué pour un article dont le libellé « Crédit non limitatif » a fait défaut.

Tableau 20 : Dépassement - non conforme à l'article 66

| Article | Libellé | Crédit voté | Dépassement | Liquidé |
|-------------|---|-------------|-------------|------------|
| | 20 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | |
| | Section 20.4 - Administration de la nature et des forêts | | | |
| 20.4.12.021 | Préposés forestiers : frais d'exploitation des véhicules automoteurs | 210.000,00 | 360.000,00 | 222.204,28 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

La Cour a analysé pour l'exercice 2012 les crédits budgétaires qui ont été dépassés de plus de 50% (voir tableau 25 en annexe).

2 Contrôle intensifié de la Cour

2.1 Rémunérations des agents de l'Etat

2.1.1 Présentation du contrôle de la Cour

Dans le cadre de l'établissement du rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012, la Cour a procédé au contrôle portant sur la légalité et la régularité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2012 et ayant trait aux traitements des fonctionnaires, aux indemnités des employés de l'Etat, aux salaires des ouvriers de l'Etat respectivement aux indemnités des étudiants au service de l'Etat. Pour l'exercice 2012, ces dépenses étaient de l'ordre de 2.053.558.067,70 euros, soit 17,84 % des dépenses courantes et en capital (11.512.053.316,90 euros) (18,21 % pour 2011, 18,42 % pour 2010 et 17,70 % pour 2009). Ce montant a été porté en comptabilité budgétaire de l'Etat au moyen de 1.270 ordonnances d'imputation à charge de 332 articles budgétaires et fonds.

L'échantillon en question a couvert environ 9% du nombre total des agents au service de l'Etat en 2012 (fonctionnaires, employés, ouvriers et étudiants). Au total, 2.490 dossiers ont ainsi été examinés par la Cour des comptes.

Cet examen a comporté deux volets :

1. Le premier volet a porté sur la légalité et la régularité des actes émanant des départements ministériels: les arrêtés d'admission au stage, de nomination, de substitution de grade, d'octroi de congés, les contrats d'engagement, les décisions de classement, d'octroi d'allongements de grade, de primes ou d'autres suppléments de rémunération et, d'une façon générale, toute décision ayant un impact sur le statut, la situation de carrière ou la rémunération des agents concernés.
2. Le deuxième volet s'est concentré sur les rémunérations versées mensuellement par l'Administration du personnel de l'Etat. La Cour a examiné la conformité des paiements avec les textes légaux et réglementaires ainsi qu'avec les pièces composant le dossier des titulaires.

En ce qui concerne les fonctionnaires, employés de l'Etat, ouvriers de l'Etat et étudiants au service de l'Etat, le contrôle a consisté en une comparaison de tous les paiements individuels effectués par l'Administration du personnel de l'Etat avec les rémunérations mensuelles à assigner d'après les calculs de la Cour, réalisés moyennant les pièces lui transmises par les départements ministériels respectifs. Les constatations ont été transmises soit au ministère

de la Fonction publique et de la Réforme administrative, soit au ministère ordonnateur compétent.

2.1.2 Résultats du contrôle

2.1.2.1 Fonctionnaires

a) Dossiers incomplets

311 des 798 dossiers examinés (38,97%) se sont avérés incomplets. Pour ces 311 agents, 378 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés au moyen de lettres envoyées le 10 mai 2013.

Après l'examen contradictoire, 63 dossiers (7,89%) restaient à être complétés par 73 pièces, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

76 des 798 dossiers examinés (9,52%) ont initialement donné lieu à 79 constatations de la Cour des comptes.

Après l'examen contradictoire, la Cour retient que 46 dossiers font l'objet de 46 constatations qui sont contestées, non commentées ou pour lesquelles des explications supplémentaires annoncées restent à venir, et que 55 erreurs ou irrégularités concernant 54 dossiers (6,77%) ont été reconnues par les ministères concernés.

2.1.2.2 Employés

a) Dossiers incomplets

Il y a lieu de souligner que pour 2012, 43 des 694 dossiers examinés (6,20%) se sont avérés incomplets, par rapport à 23,85% pour 2011, 7,13% pour 2010, 8,07% pour 2009 et 9,47% pour 2007. La situation s'est donc fortement améliorée par rapport aux exercices précédents.

Pour ces 43 agents, 46 documents justificatifs de paiement ont été réclamés aux départements ministériels concernés et à l'Administration du personnel de l'Etat au moyen de quatre lettres envoyées depuis le 15 mai 2013.

Après l'examen contradictoire, 9 documents concernant 9 agents font toujours défaut (1,30% des dossiers examinés), de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

57 des 694 dossiers examinés (soit 8,21% contre 13,99% en 2011, 12,40% en 2010, 8,86% en 2009, 27,90% en 2007, 16,41% en 2005 et 22,36% en 2002) ont initialement donné lieu à 63 constatations de la Cour des comptes.

Après l'examen contradictoire, la Cour retient que 17 dossiers font l'objet de 19 constatations qui sont contestées, non commentées ou pour lesquelles des explications supplémentaires annoncées restent à venir, et que 36 erreurs ou irrégularités concernant 32 dossiers ont été reconnues par le ministère.

Donc, à défaut de clarification des 19 constatations restées en suspens, il y a lieu de retenir que 4,59% des dossiers examinés étaient affectés par des erreurs qui n'avaient pas été détectées ou évitées par l'intervention du contrôle financier.

2.1.2.3 Ouvriers**a) Dossiers incomplets**

36 des 417 dossiers examinés (8,63%) se sont avérés incomplets (44,19% pour 2011, 7,54% pour 2010 et 9,09% pour 2009). Pour ces 36 agents, 41 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés au moyen de huit lettres envoyées le 15 mai 2013.

Après l'examen contradictoire, 6 dossiers (1,44%) restaient à être complétés par 6 pièces, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

11 des 417 dossiers examinés (2,64% contre 4,87% pour 2011, 3,57% en 2010, 4,21% en 2009 et 9,57% en 2007) ont donné lieu à 11 constatations de la Cour des comptes.

Après l'examen contradictoire, la Cour retient que 3 dossiers font l'objet de 3 constatations qui sont contestées, non commentées ou pour lesquelles des explications supplémentaires annoncées restent à venir, et que 6 erreurs ou irrégularités concernant 6 dossiers ont été reconnues par le ministère.

2.1.2.4 Etudiants

a) Dossiers incomplets

176 des 581 dossiers examinés (30,29%) se sont avérés incomplets (66,37% en 2011, 46,85% en 2010, 76,27% en 2009 et 2,94% en 2007). Pour ces 176 agents, 395 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés au moyen de 14 lettres envoyées le 15 mai 2013.

Après l'examen contradictoire, 8 dossiers (1,38% des dossiers examinés) restaient à être complétés par 15 pièces, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

72 des 581 dossiers examinés (12,39%) ont donné lieu à 74 constatations de la Cour des comptes (10,09% en 2011, 6,30% en 2010, 5,32% en 2009 et 30,88% en 2007).

Après l'examen contradictoire, la Cour retient que 51 dossiers font l'objet de 51 constatations qui sont contestées, non commentées ou pour lesquelles des explications supplémentaires annoncées restent à venir, et que 18 erreurs ou irrégularités concernant 17 dossiers ont été reconnues par le ministère.

2.1.2.5 Fonctionnaires, employés, ouvriers et étudiants

Pour l'ensemble des agents de l'Etat, les résultats du contrôle sont les suivants :

a) Dossiers incomplets

566 des 2.490 dossiers examinés (22,73%) se sont avérés incomplets (39,28% en 2011, 18,14% en 2010, 33,42% en 2009 et 14,16% en 2007). 860 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés par la Cour des comptes auprès des départements ministériels concernés.

Après l'examen contradictoire, 86 dossiers (3,45 % des dossiers examinés) restent à être complétés par 103 pièces, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

216 des 2.490 dossiers examinés (8,67%) ont initialement donné lieu à 227 constatations de la Cour des comptes (10,78% pour 2011, 7,98% pour 2010, 5,76 % pour 2009 et 34,48% pour 2007).

Après l'examen contradictoire, la Cour retient que 117 dossiers font l'objet de 119 constatations qui sont contestées, non commentées ou pour lesquelles des explications supplémentaires annoncées restent à venir, et que 115 erreurs ou irrégularités concernant 109 dossiers (4,38% des dossiers examinés) ont été reconnues par les ministères concernés.

Les chiffres initiaux relatifs aux dossiers examinés sont repris dans le tableau ci-dessous.

| | Dossiers | Dossiers incomplets | | | Dossiers divergents | | |
|----------------|--------------|---------------------|---------------|------------|---------------------|--------------|------------|
| Statut | Nombre | Nombre | % | Pièces | Nombre | % | Constat. |
| Fonctionnaires | 798 | 311 | 38,97% | 378 | 76 | 9,52% | 79 |
| Employés | 694 | 43 | 6,20% | 46 | 57 | 8,21% | 63 |
| Ouvriers | 417 | 36 | 8,63% | 41 | 11 | 2,64% | 11 |
| Etudiants | 581 | 176 | 30,29% | 395 | 72 | 12,39% | 74 |
| Agents | 2.490 | 566 | 22,73% | 860 | 216 | 8,67% | 227 |

Le tableau ci-après reprend les chiffres adaptés au 8 octobre 2013, après examen des données et pièces supplémentaires fournies.

| | Dossiers | Dossiers incomplets | | | Dossiers divergents | | |
|----------------|--------------|---------------------|--------------|------------|---------------------|--------------|------------|
| Statut | Nombre | Nombre | % | Pièces | Nombre | % | Constat. |
| Fonctionnaires | 798 | 63 | 7,89% | 73 | 98 | 12,28% | 101 |
| Employés | 694 | 9 | 1,30% | 9 | 49 | 7,06% | 55 |
| Ouvriers | 417 | 6 | 1,44% | 6 | 9 | 2,16% | 9 |
| Etudiants | 581 | 8 | 1,38% | 15 | 68 | 11,70% | 69 |
| Agents | 2.490 | 86 | 3,45% | 103 | 224 | 9,00% | 234 |

Les constatations de la Cour des comptes concernent, de manière schématique, six catégories :

- calcul de la tâche ;
- allocation de fin d'année ;
- rémunération de base ;
- allocation de repas ;
- décision d'engagement et de carrière ;
- erreur imputable au démarrage de SAP-HR.

Le tableau ci-dessous indique pour chacune des six catégories le nombre de constatations faites par la Cour des comptes.

| | Fonctionnaires | Employés | Ouvriers | Etudiants | Total |
|--|----------------|-----------|----------|-----------|------------|
| 1) calcul de la tâche | 0 | 8 | 0 | 16 | 24 |
| 2) allocation de fin d'année | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| 3) rémunération de base | 91 | 26 | 6 | 50 | 173 |
| 4) allocation de repas | 0 | 5 | 0 | 0 | 5 |
| 5) décision d'engagement et de carrière | 10 | 13 | 3 | 2 | 28 |
| 6) erreur imputable au démarrage de SAP-HR | 0 | 2 | 0 | 1 | 3 |
| Total | 101 | 55 | 9 | 69 | 234 |

Ainsi délibéré et arrêté par la Cour des comptes en sa séance du 23 septembre 2013.

La Cour des comptes,

Le Secrétaire général,
s. Marco Stevenazzi

Le Président,
s. Marc Gengler

ANNEXES

Tableau 21 : Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables majorés par voie de transfert supérieur à 2.500 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Dépassement |
|-------------|--|-------------|-----------|------------|-------------|
| | 30 - MINISTERE D'ETAT | | | | |
| | Section 30.6 - Centre de communications du Gouvernement | | | | |
| 30.6.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 55.000 | 15.000,00 | 66.631,46 | 11.631,46 |
| | 31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | | |
| | Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | | |
| 31.1.74.070 | Ambassades, représentations permanentes et consulats: acquisition d'oeuvres d'art | 30.000 | 8.344,00 | 38.272,00 | 8.272,00 |
| 31.1.74.250 | Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Sans distinction d'exercice) | 502.000 | 40.000,00 | 511.679,47 | 9.679,47 |
| | Section 31.6 - Défense nationale | | | | |
| 31.6.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 270.500 | 25.645,00 | 296.104,83 | 25.604,83 |
| 31.6.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 76.840 | 7.159,00 | 79.728,28 | 2.888,28 |
| 31.6.74.340 | Acquisition d'instruments de musique | 27.300 | 17.700,00 | 44.402,59 | 17.102,59 |
| 31.6.74.391 | Acquisition de matériel de sport | 5.000 | 4.000,00 | 8.602,00 | 3.602,00 |
| | 34 - MINISTERE DES FINANCES | | | | |
| | Section 34.4 - Contributions directes | | | | |
| 34.4.74.020 | Acquisition d'installations de télécommunications | 30.000 | 8.000,00 | 37.510,25 | 7.510,25 |
| | Section 34.6 - Douanes et accises | | | | |
| 34.6.74.000 | Acquisition de véhicules automoteurs | 190.000 | 20.000,00 | 209.952,43 | 19.952,43 |
| | Section 34.7 - Cadastre et topographie | | | | |
| 34.7.74.060 | Acquisition de logiciels. (Sans distinction d'exercice) | 309.000 | 6.748,00 | 315.747,31 | 6.747,31 |

Tableau 21 : Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables majorés par voie de transfert supérieur à 2.500 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Dépassement |
|-------------|---|-------------|-----------|------------|-------------|
| | 36 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME | | | | |
| | Section 36.0 - Classes moyennes | | | | |
| 36.0.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 3.000 | 3.000,00 | 3.206,92 | 206,92 |
| | 38 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | | |
| | Section 38.3 - Institut National d'Administration Publique | | | | |
| 38.3.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 2.000 | 3.500,00 | 3.866,05 | 1.866,05 |
| | 39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | | |
| | Section 39.6 - Administration des services de secours | | | | |
| 39.6.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 194.002 | 32.107,00 | 226.015,08 | 32.013,08 |
| 39.6.74.060 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 204.732 | 74.400,00 | 273.385,86 | 68.653,86 |
| | Section 39.9 - Administration de la gestion de l'eau | | | | |
| 39.9.74.010 | Acquisition de machines de bureau | 19.000 | 4.230,00 | 20.271,05 | 1.271,05 |
| | 40 ET 41 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | |
| | Section 40.7 - Education différenciée | | | | |
| 40.7.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 115.000 | 22.157,00 | 136.452,54 | 21.452,54 |
| | 44 - MINISTERE DE LA SANTE | | | | |
| | Section 44.2 - Laboratoire national de santé | | | | |
| 44.2.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 25.000 | 14.985,00 | 39.979,14 | 14.979,14 |
| | 46 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI | | | | |
| | Section 46.2 - Inspection du travail et des mines | | | | |
| 46.2.74.060 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 20.000 | 17.370,00 | 37.134,95 | 17.134,95 |

Tableau 21 : Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables majorés par voie de transfert supérieur à 2.500 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Dépassement |
|-------------|---|-------------|-----------|------------|-------------|
| | 49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | | | | |
| | Section 49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture | | | | |
| 49.2.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 70.000 | 3.240,00 | 72.965,21 | 2.965,21 |
| | 50 ET 51 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | | |
| | Section 50.2 - Protection de l'Environnement | | | | |
| 50.2.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 13.000 | 2.909,25 | 15.909,25 | 2.909,25 |
| | Section 50.4 - Administration de la nature et des forêts | | | | |
| 50.4.74.001 | Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs | 170.000 | 38.980,00 | 208.971,00 | 38.971,00 |
| | Section 51.5 - Travaux publics.- Dépenses générales | | | | |
| 51.5.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 5.000 | 16.000,00 | 20.247,36 | 15.247,36 |
| | Section 51.8 - Bâtiments publics | | | | |
| 51.8.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 89.900 | 3.230,00 | 92.963,00 | 3.063,00 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|--|-------------|------------|------------|---------------|
| | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | | |
| | Section 01.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | | |
| 01.1.12.080 | Frais généraux d'entretien des immeubles. (Sans distinction d'exercice) | 820.000 | -37.700,00 | 765.150,65 | 54.849,35 |
| 01.1.12.254 | Frais de déplacement. (Sans distinction d'exercice) | 370.000 | -33.000,00 | 327.178,02 | 42.821,98 |
| | Section 01.6 - Défense nationale | | | | |
| 01.6.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 44.205 | -27.800,00 | 15.497,20 | 28.707,80 |
| 01.6.11.141 | Frais d'alimentation. (Sans distinction d'exercice) | 920.000 | -31.000,00 | 888.331,99 | 31.668,01 |
| 01.6.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger; autres frais de transport à l'étranger | 190.000 | -31.000,00 | 157.096,95 | 32.903,05 |
| 01.6.12.060 | Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement d'un réseau de transmission de données informatiques. (Sans distinction d'exercice) | 763.000 | -68.000,00 | 689.991,33 | 73.008,67 |
| 01.6.12.191 | Reconversion des soldats volontaires de l'armée | 50.000 | -45.800,00 | 3.952,65 | 32.903,05 |
| 01.6.12.350 | Acquisition de munitions. (Sans distinction d'exercice) | 600.000 | -99.500,00 | 500.449,11 | 99.550,89 |
| 01.6.12.360 | Matériel et fournitures de casernement, entretien et réparation | 350.000 | -25.000,00 | 323.547,13 | 26.452,87 |
| | Section 01.7 - Coopération au développement et action humanitaire | | | | |
| 01.7.12.190 | Actions de formation, d'études et de recherche; séminaires et conférences. (Sans distinction d'exercice) | 200.000 | -87.880,22 | 112.119,78 | 87.880,22 |
| | 02 - MINISTERE DE LA CULTURE | | | | |
| | Section 02.0 - Culture: dépenses générales | | | | |
| 02.0.12.303 | Relations culturelles internationales: frais divers | 375.000 | -83.087,00 | 238.475,84 | 136.524,16 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------|---------------|
| 02.0.33.000 | Animation socio-culturelle: conventions avec des associations | 6.750.000 | -175.412,00 | 6.534.522,17 | 215.477,83 |
| 02.0.33.029 | Participation de l'Etat au financement de l'Institut culturel européen Pierre Werner | 207.320 | -37.000,00 | 170.209,00 | 37.111,00 |
| 02.0.33.033 | Promotion d'activités culturelles sur le plan international | 450.000 | -111.831,00 | 334.000,00 | 116.000,00 |
| 02.0.34.061 | Bourses attribuées dans le cadre des accords culturels | 80.000 | -45.038,00 | 29.075,00 | 50.925,00 |
| 02.0.34.062 | Subsides aux particuliers pour activités culturelles | 150.000 | -33.900,00 | 112.025,00 | 37.975,00 |
| 02.0.43.007 | Subsides aux communes pour la réalisation d'activités culturelles | 50.000 | -36.800,00 | 13.200,00 | 36.800,00 |
| | 03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE | | | | |
| | Section 03.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales | | | | |
| 03.0.12.302 | Mise en place d'un comité d'accréditation pour les formations de l'enseignement supérieur | 148.355 | -84.600,00 | 63.682,45 | 84.672,55 |
| | Section 03.2 - Recherche et innovation | | | | |
| 03.2.33.000 | Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la Fondation "Integrated BioBank of Luxembourg" chargée de la gestion de la "Biobanque Luxembourg". (Sans distinction d'exercice) | 15.400.000 | -100.000,00 | 9.000.000,00 | 6.400.000,00 |
| | 04 - MINISTERE DES FINANCES | | | | |
| | Section 04.5 - Enregistrement et domaines | | | | |
| 04.5.12.190 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation. (Sans distinction d'exercice) | 88.300 | -28.000,00 | 47.590,15 | 40.709,85 |
| | 05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR | | | | |
| | Section 05.0 - Economie | | | | |
| 05.0.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice) | 400.000 | -27.010,00 | 360.483,41 | 39.516,59 |
| 05.0.12.121 | Observatoire de la Compétitivité: frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 150.000 | -63.225,00 | 86.773,04 | 63.226,96 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------|---------------|
| 05.0.12.145 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information | 117.000 | -29.915,00 | 58.561,40 | 58.438,60 |
| 05.0.12.191 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études, frais d'organisation et de participation | 92.500 | -27.411,00 | 65.086,51 | 27.413,49 |
| 05.0.32.019 | Mesures destinées à promouvoir et à mettre en oeuvre des mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. (Sans distinction d'exercice) | 200.000 | -100.000,00 | 74.492,95 | 125.507,05 |
| | 06 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME | | | | |
| | Section 06.0 - Classes moyennes | | | | |
| 06.0.41.004 | Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels | 125.000 | -89.000,00 | 14.743,00 | 110.257,00 |
| | Section 06.1 - Tourisme | | | | |
| 06.1.33.021 | Exécution du huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique: participation aux frais de rémunération et de fonctionnement dans le cadre de projets ou initiatives touristiques d'envergure gérés par des syndicats d'initiative, des ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif. (Sans distinction d'exercice) | 1.459.951 | -37.400,00 | 1.297.536,66 | 162.414,34 |
| | 07 - MINISTERE DE LA JUSTICE | | | | |
| | Section 07.1 - Services judiciaires | | | | |
| 07.1.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice) | 1.000.000 | -365.889,00 | 475.084,95 | 524.915,05 |
| | 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | | |
| | Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses | | | | |
| 08.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 167.000 | -34.000,00 | 65.100,92 | 101.899,08 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|------------|--------------|---------------|
| | Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique | | | | |
| 08.3.11.130 | Direction de l'institut et formation générale des stagiaires: indemnités pour services extraordinaires | 168.351 | -30.000,00 | 126.121,73 | 42.229,27 |
| 08.3.12.000 | Formation générale des stagiaires: indemnités pour services de tiers | 118.080 | -47.200,00 | 58.863,02 | 59.216,98 |
| | 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | | |
| | Section 09.5 - Police grand-ducale | | | | |
| 09.5.12.030 | Frais d'acquisition, d'entretien et de lavage de divers effets d'habillement, de vêtements de travail, d'articles de literie et de rideaux; dépenses diverses | 840.000 | -71.000,00 | 765.416,81 | 74.583,19 |
| 09.5.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 100.000 | -39.000,00 | 60.111,03 | 39.888,97 |
| 09.5.12.190 | Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses | 500.000 | -59.000,00 | 392.525,77 | 107.474,23 |
| 09.5.12.251 | Centre de coopération Policière et Douanière: frais de fonctionnement. (Sans distinction d'exercice) | 86.000 | -35.000,00 | 44.827,41 | 41.172,59 |
| 09.5.12.340 | Installation et entretien de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'outillage et de matériel de rechange; location d'équipements de transmission de données; frais d'utilisation du réseau radio-électrique; frais de consultation et de développement du réseau de communication digitalisé. (Sans distinction d'exercice) | 1.555.000 | -55.450,00 | 1.487.277,75 | 67.722,25 |
| 09.5.12.351 | Frais d'acquisition et d'entretien de l'armement et de l'équipement; frais d'acquisition de matériel de tir; frais d'entretien du stand de tir; frais d'acquisition et d'entretien des équipements spéciaux | 468.000 | -29.000,00 | 435.815,53 | 32.184,47 |
| | Section 09.6 - Administration des services de secours | | | | |
| 09.6.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 106.000 | -36.711,00 | 69.221,72 | 36.778,28 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------|---------------|
| | Section 09.9 - Administration de la gestion de l'eau | | | | |
| 09.9.12.070 | Location et entretien des équipements informatiques | 271.627 | -56.426,38 | 215.200,62 | 56.426,38 |
| 09.9.12.140 | Frais de sensibilisation et d'information; acquisition de matériel didactique et audiovisuel; participation à des foires | 95.000 | -57.230,92 | 37.769,08 | 57.230,92 |
| | 10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | |
| | Section 10.0 - Dépenses générales | | | | |
| 10.0.12.140 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information. (Sans distinction d'exercice) | 200.000 | -36.700,00 | 163.295,42 | 36.704,58 |
| | Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques | | | | |
| 10.2.11.132 | Innovation pédagogique: recherche, conception et mise en oeuvre de projets; indemnités pour services extraordinaires. (Sans distinction d'exercice) | 318.559 | -187.639,00 | 130.328,60 | 188.230,40 |
| | Section 11.4 - Sports.- Dépenses générales | | | | |
| 11.4.12.363 | Mesures dans le cadre du plan d'action national "Gesond iessen - méi bewegen": dépenses diverses | 95.500 | -44.580,00 | 25.056,35 | 70.443,65 |
| 11.4.33.013 | Participation à l'indemnisation des cadres administratifs des fédérations sportives agréées et du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois | 1 221.620 | -38.012,00 | 1.183.608,00 | 38.012,00 |
| 11.4.43.000 | Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes. (Sans distinction d'exercice) | 170.000 | -55.000,00 | 91.017,00 | 78.983,00 |
| | 12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION | | | | |
| | Section 12.4 - Fonds national de solidarité | | | | |
| 12.4.12.100 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques | 752.960 | -81.970,00 | 670.988,29 | 81.971,71 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|---------------|--------------|---------------|
| | Section 12.5 - Caisse nationale des prestations familiales | | | | |
| 12.5.12.250 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants | 1.337.203 | -104.732,91 | 1.125.965,32 | 211.237,68 |
| | Section 13.0 - Office national de l'enfance | | | | |
| 13.0.33.000 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de centres d'accueil conventionnés pour jeunes | 11.010.691 | -8.098.061,00 | 2.836.118,34 | 8.174.572,66 |
| 13.0.33.001 | Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés | 2.040.671 | -1.934.165,00 | 106.506,00 | 1.934.165,00 |
| 13.0.33.003 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'aide socio-éducative en milieu ouvert (centres d'accompagnement en milieu ouvert) | 1.941.265 | -1.941.265,00 | 0,00 | 1.941.265,00 |
| 13.0.33.004 | Participation de l'Etat aux frais de l'aide socio-familiale en famille | 199.735 | -199.735,00 | 0,00 | 199.735,00 |
| 13.0.33.006 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conventionnés de logement pour jeunes en milieu ouvert | 1.879.172 | -1.831.521,00 | 47.651,00 | 1.831.521,00 |
| | 14 - MINISTERE DE LA SANTE | | | | |
| | Section 14.0 - Ministère de la santé | | | | |
| 14.0.12.127 | Actions et projets dans le cadre de la stratégie e-Santé. (Sans distinction d'exercice) | 1.620.000 | -60.150,00 | 1.429.145,34 | 190.854,66 |
| 14.0.33.015 | Maladies de la dépendance: participation aux frais de fonctionnement de services oeuvrant dans le domaine des toxicomanies | 9.165.520 | -25.000,00 | 8.602.400,00 | 563.120,00 |
| 14.0.34.063 | Participation financière à la formation complémentaire en dermato-histologie d'un médecin-spécialiste en dermatologie ou en anatomie pathologique | 84.662 | -45.370,00 | 0,00 | 84.662,00 |
| | Section 14.1 - Direction de la santé | | | | |
| 14.1.12.306 | Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice) | 291.518 | -70.500,00 | 189.150,14 | 102.367,86 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|--|-------------|-------------|--------------|---------------|
| | Section 14.2 - Laboratoire national de santé | | | | |
| 14.2.12.160 | Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérums et matériels divers de laboratoire | 2.370.000 | -57.557,00 | 2.306.521,51 | 63.478,49 |
| 14.2.12.301 | Division de la chimie toxicologique et pharmaceutique: surveillance des drogués, acquisition de réactifs | 200.000 | -40.000,00 | 124.772,93 | 75.227,07 |
| 14.2.12.311 | Service Hémato-oncologique: frais de fonctionnement | 110.000 | -42.696,00 | 65.382,54 | 44.617,46 |
| | 16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI | | | | |
| | Section 16.0 - Travail. - Dépenses générales | | | | |
| 16.0.12.140 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information | 220.000 | -136.000,00 | 80.408,00 | 139.592,00 |
| 16.0.12.141 | Frais de rédaction et d'édition de documentation en rapport avec la législation du travail | 85.000 | -85.000,00 | 0,00 | 85.000,00 |
| | Section 16.1 - Agence pour le développement de l'emploi | | | | |
| 16.1.12.140 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information | 126.900 | -75.000,00 | 48.886,26 | 78.013,74 |
| | 19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | | | | |
| | Section 19.1 - Mesures économiques et sociales spéciales | | | | |
| 19.1.33.011 | Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG dans les domaines de l'agriculture, de la viticulture, de la sylviculture et du développement rural. (Sans distinction d'exercice) | 130.000 | -35.000,00 | 26.129,05 | 103.870,95 |
| | Section 19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture | | | | |
| 19.2.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Sans distinction d'exercice) | 220.000 | -66.100,00 | 150.791,08 | 69.208,92 |
| | Section 19.3 - Sylviculture | | | | |
| 19.3.12.130 | Frais de publication | 36.000 | -36.000,00 | 0,00 | 36.000,00 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|--|-------------|-------------|------------|---------------|
| | 20 ET 21 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | | |
| | Section 20.0 - Dépenses générales | | | | |
| 20.0.12.140 | Frais de publicité, de sensibilisation, d'information et de participation à des foires et expositions. (Sans distinction d'exercice) | 75.000 | -28.000,00 | 44.230,05 | 30.769,95 |
| | Section 20.1 - Département de l'aménagement du territoire (DATer) | | | | |
| 20.1.12.120 | Aménagement du territoire: frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 1.144.500 | -200.000,00 | 835.862,78 | 308.637,22 |
| | Section 20.2 - Environnement: Dépenses générales | | | | |
| 20.2.12.304 | Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto et d'instruments subséquents. (Sans distinction d'exercice) | 110.000 | -60.321,63 | 49.180,79 | 60.819,21 |
| | Section 20.3 - Administration de l'environnement | | | | |
| 20.3.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 64.000 | -33.035,00 | 0,00 | 64.000,00 |
| 20.3.12.306 | Règlementations relatives aux installations techniques et visant la protection de l'atmosphère: frais de formation, de gestion et de contrôle; dépenses diverses | 85.000 | -30.000,00 | 14.619,70 | 70.380,30 |
| | Section 20.4 - Administration de la nature et des forêts | | | | |
| 20.4.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 622.500 | -25.000,00 | 560.968,29 | 61.531,71 |
| 20.4.12.050 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Sans distinction d'exercice) | 210.000 | -49.500,00 | 160.239,44 | 49.760,56 |
| | Section 21.5 - Travaux publics.- Dépenses générales | | | | |
| 21.5.33.000 | Participation de l'Etat aux frais de mise en place et d'exploitation d'un système d'information routière | 46.145 | -35.300,00 | 0,00 | 46.145,00 |
| | Section 21.6 - Ponts et chaussées.- Dépenses générales | | | | |
| 21.6.12.040 | Frais de bureau | 315.000 | -26.205,00 | 270.342,63 | 44.657,37 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------|---------------|
| 21.6.12.170 | Acquisition et entretien de petit outillage et d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice) | 620.000 | -30.122,00 | 577.213,10 | 42.786,90 |
| | Section 21.7 - Ponts et chaussées.- Travaux propres | | | | |
| 21.7.14.003 | Ouvrages d'art routiers: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice) | 1.500.000 | -262.679,00 | 1.124.678,27 | 375.321,73 |
| 21.7.14.005 | Pistes cyclables: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice) | 250.000 | -41.354,00 | 208.623,15 | 41.376,85 |
| 21.7.14.006 | Assainissement et entretien d'arbres d'alignement, d'arbres remarquables et d'arbres classés monuments historiques le long de la voirie de l'Etat. (Sans distinction d'exercice) | 75.000 | -45.000,00 | 25.768,97 | 49.231,03 |
| 21.7.14.008 | Entretien des tunnels sur le réseau de grande voirie. (Sans distinction d'exercice) | 1.450.000 | -27.000,00 | 1.356.167,47 | 93.832,53 |
| 21.7.43.001 | Achat de courant consommé par les installations d'éclairage public de la voirie de l'Etat: remboursements aux communes. (Sans distinction d'exercice) | 1.500.000 | -280.199,00 | 1.185.552,85 | 314.447,15 |
| | 31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | | |
| | Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | | |
| 31.1.72.010 | Ambassades, représentations permanentes et autres missions: travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles, y compris gros entretien. (Sans distinction d'exercice) | 410.000 | -48.344,00 | 347.218,13 | 62.781,87 |
| | Section 31.6 - Défense nationale | | | | |
| 31.6.74.300 | Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données et de matériel audiovisuel. (Sans distinction d'exercice) | 34.400 | -25.159,00 | 2.149,00 | 32.251,00 |

Tableau 22 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Surestimation |
|-------------|---|-------------|-------------|--------------|---------------|
| | 36 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME | | | | |
| | Section 36.0 - Classes moyennes | | | | |
| 36.0.52.000 | Participation de l'Etat à la dotation en capital des mutualités de cautionnement du Commerce et de l'Artisanat. (Sans distinction d'exercice) | 1.000.000 | -800.000,00 | 100.453,10 | 899.546,90 |
| | 39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | | |
| | Section 39.1 - Finances communales | | | | |
| 39.1.63.003 | Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce. (Sans distinction d'exercice) | 714.500 | -714.500,00 | 0,00 | 714.500,00 |
| | Section 39.5 - Police grand-ducale | | | | |
| 39.5.74.310 | Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Sans distinction d'exercice) | 1.099.420 | -52.000,00 | 1.042.597,42 | 56.822,58 |
| | Section 39.6 - Administration des services de secours | | | | |
| 39.6.74.020 | Acquisition d'installations de télécommunications. (Sans distinction d'exercice) | 388.166 | -32.907,00 | 346.940,53 | 41.225,47 |
| 39.6.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Sans distinction d'exercice) | 623.117 | -43.114,00 | 577.696,17 | 45.420,83 |
| | 50 ET 51 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | | |
| | Section 50.4 - Administration de la nature et des forêts | | | | |
| 50.4.74.000 | Administration générale: acquisition de véhicules automoteurs | 60.000 | -36.780,00 | 23.219,00 | 36.781,00 |
| | Section 51.6 - Ponts et chaussées | | | | |
| 51.6.73.011 | Chemins repris: redressement et aménagement de la chaussée, amélioration et réfection des revêtements. (Sans distinction d'exercice) | 10.000.000 | -63.669,00 | 9.347.991,01 | 652.008,99 |

Source chiffres : compte général 2012; tableau : Cour des comptes

Tableau 23 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|-------------|--|-------------|------------|--------------|-----------------|
| | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | | |
| | Section 01.6 - Défense nationale | | | | |
| 01.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 182.420 | 50.700,00 | 233.116,69 | 50.696,69 |
| 01.6.12.021 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles. (Sans distinction d'exercice) | 293.000 | 97.000,00 | 389.719,76 | 96.719,76 |
| 01.6.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice) | 1.265.000 | 102.800,00 | 1.367.262,52 | 102.262,52 |
| 01.6.12.190 | Frais de stage à l'étranger; frais de cours; dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles) | 1.250.000 | 144.180,00 | 1.368.492,06 | 118.492,06 |
| | Section 01.7 - Coopération au développement et action humanitaire | | | | |
| 01.7.12.012 | Frais de route et de séjour et de voyages statutaires à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire | 475.000 | 64.384,29 | 539.384,29 | 64.384,29 |
| 01.7.12.300 | Suivi, contrôle et évaluation de projets et de programmes de coopération au développement. (Sans distinction d'exercice) | 630.000 | 52.280,97 | 682.195,61 | 52.195,61 |
| | 02 - MINISTERE DE LA CULTURE | | | | |
| | Section 02.0 - Culture: dépenses générales | | | | |
| 02.0.12.001 | Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise: indemnités pour services de tiers | 580.000 | 33.402,00 | 604.446,50 | 24.446,50 |
| 02.0.33.010 | Subsides aux associations pour la réalisation d'activités culturelles | 500.000 | 116.500,00 | 615.700,00 | 115.700,00 |
| 02.0.33.017 | Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle | 357.334 | 80.000,00 | 428.794,00 | 71.460,00 |
| 02.0.41.015 | Participation de l'Etat aux frais de gestion de l'espace d'exposition "Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain" | 1.750.000 | 85.500,00 | 1.835.500,00 | 85.500,00 |

Tableau 23 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|-------------|---|-------------|-----------|------------|-----------------|
| | 03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE | | | | |
| | Section 03.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales | | | | |
| 03.0.12.142 | Frais d'organisation de la foire des études et de la formation | 269.000 | 66.849,00 | 335.848,78 | 66.848,78 |
| 03.0.12.221 | Evaluation externe de l'Université: frais divers | 361.000 | 38.287,00 | 395.889,67 | 34.889,67 |
| | Section 03.2 - Recherche et innovation | | | | |
| 03.2.12.190 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 1.000 | 64.000,00 | 55.711,88 | 54.711,88 |
| | 04 - MINISTERE DES FINANCES | | | | |
| | Section 04.6 - Douanes et accises | | | | |
| 04.6.12.020 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice) | 270.000 | 31.000,00 | 300.241,52 | 30.241,52 |
| | 05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR | | | | |
| | Section 05.0 - Economie | | | | |
| 05.0.12.300 | Direction de la propriété intellectuelle: remboursement des frais en rapport avec les dépôts de brevets européens et divers autres frais | 150.000 | 56.736,00 | 206.019,20 | 56.019,20 |
| 05.0.41.010 | Participation financière de l'Etat dans l'intérêt des projets de recherche, de développement et d'innovation réalisés par l'Observatoire de la compétitivité en collaboration avec le Statec et divers organismes de recherche. (Sans distinction d'exercice) | 500.000 | 40.000,00 | 540.000,00 | 40.000,00 |
| | 06 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME | | | | |
| | Section 06.0 - Classes moyennes | | | | |
| 06.0.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 30.000 | 35.000,00 | 46.945,24 | 16.945,24 |
| 06.0.41.002 | Actions en faveur de la revalorisation du travail manuel: participation aux frais | 85.000 | 50.000,00 | 135.000,00 | 50.000,00 |

Tableau 23 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|-------------|---|-------------|------------|--------------|-----------------|
| | Section 06.1 - Tourisme | | | | |
| 06.1.33.029 | Subsides aux syndicats d'initiative, aux ententes de syndicats d'initiatives et aux autres associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national | 83.000 | 36.600,00 | 117.193,29 | 34.193,29 |
| | 07 - MINISTERE DE LA JUSTICE | | | | |
| | Section 07.2 - Etablissements pénitentiaires | | | | |
| 07.2.12.050 | Centre pénitentiaire de Luxembourg: achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Sans distinction d'exercice) | 283.500 | 35.800,00 | 319.254,09 | 35.754,09 |
| | 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | | |
| | Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique | | | | |
| 08.3.12.001 | Formation continue et cours de perfectionnement: indemnités pour services de tiers | 257.437 | 30.000,00 | 275.833,74 | 18.396,74 |
| | 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | | |
| | Section 09.5 - Police grand-ducale | | | | |
| 09.5.12.021 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles. (Sans distinction d'exercice) | 1.083.000 | 50.000,00 | 1.131.787,64 | 48.787,64 |
| 09.5.12.022 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: divers. (Sans distinction d'exercice) | 1.115.300 | 32.500,00 | 1.143.072,14 | 27.772,14 |
| 09.5.12.040 | Frais de bureau | 550.000 | 67.000,00 | 611.478,21 | 61.478,21 |
| 09.5.12.050 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications | 1.155.000 | 30.000,00 | 1.178.107,78 | 23.107,78 |
| | Section 09.6 - Administration des services de secours | | | | |
| 09.6.12.021 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs: carburants et combustibles | 93.000 | 29.660,00 | 117.904,55 | 24.904,55 |
| | Section 09.9 - Administration de la gestion de l'eau | | | | |
| 09.9.12.312 | Conventions Rombach-Martelage et stations d'épuration du Lac de la Haute-Sûre. (Sans distinction d'exercice) | 801.970 | 128.569,59 | 926.049,21 | 124.079,21 |

Tableau 23 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|-------------|---|-------------|--------------|--------------|-----------------|
| | 10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | |
| | Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques | | | | |
| 10.2.12.221 | Innovation pédagogique: recherche, conception et mise en oeuvre de projets. (Sans distinction d'exercice) | 1.032.867 | 101.765,00 | 1.132.897,45 | 100.030,45 |
| 10.2.12.222 | Agence pour le développement de la qualité scolaire: dépenses diverses. (Sans distinction d'exercice) | 1.076.970 | 105.139,00 | 1.181.175,14 | 104.205,14 |
| | Section 11.4 - Sports.- Dépenses générales | | | | |
| 11.4.33.022 | Participation dans les indemnités d'entraîneurs fédéraux engagés avec l'agrément et sous le contrôle de l'Etat | 1.301.475 | 38.012,00 | 1.339.487,00 | 38.012,00 |
| | 12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION | | | | |
| | Section 12.4 - Fonds national de solidarité | | | | |
| 12.4.12.080 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments | 77.974 | 34.230,00 | 103.190,51 | 25.216,51 |
| 12.4.12.250 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: frais d'exploitation courants | 395.410 | 25.510,00 | 420.920,00 | 25.510,00 |
| | Section 12.5 - Caisse nationale des prestations familiales | | | | |
| 12.5.12.080 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments | 437.600 | 79.476,08 | 517.076,08 | 79.476,08 |
| | Section 13.0 - Office national de l'enfance | | | | |
| 13.0.33.008 | Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par des forfaits horaires | 1.500.000 | 5.906.686,00 | 5.568.006,76 | 4.068.006,76 |
| | 12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION | | | | |
| | Section 12.4 - Fonds national de solidarité | | | | |
| 12.4.12.080 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement: exploitation et entretien des bâtiments | 77.974 | 34.230,00 | 103.190,51 | 25.216,51 |

Tableau 23 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|-------------|--|-------------|------------|------------|-----------------|
| | 14 - MINISTERE DE LA SANTE | | | | |
| | Section 14.1 - Direction de la santé | | | | |
| 14.1.12.250 | Service du directeur de la santé: frais de bureau, frais d'exploitation des voitures de service et dépenses diverses | 176.000 | 30.000,00 | 185.517,04 | 9.517,04 |
| | Section 14.2 - Laboratoire national de santé | | | | |
| 14.2.12.309 | Médecine légale: Frais de fonctionnement du laboratoire d'analyses ADN | 194.000 | 115.000,00 | 300.927,05 | 106.927,05 |
| | 19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | | | | |
| | Section 19.3 - Sylviculture | | | | |
| 19.3.12.140 | Frais de publicité, de sensibilisation et d'information, dépenses diverses | 35.000 | 36.000,00 | 70.388,84 | 35.388,84 |
| | 20 ET 21 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | | |
| | Section 20.0 - Dépenses générales | | | | |
| 20.0.12.130 | Frais de publication. (Sans distinction d'exercice) | 45.000 | 28.000,00 | 63.728,94 | 18.728,94 |
| | Section 20.1 - Département de l'aménagement du territoire (DATer) | | | | |
| 20.1.12.250 | Frais de fonctionnement de l'unité de coordination ESPON) | 457.000 | 200.000,00 | 657.000,00 | 200.000,00 |
| | Section 20.2 - Environnement: Dépenses générales | | | | |
| 20.2.12.082 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Sans distinction d'exercice) | 40.000 | 30.700,00 | 70.633,73 | 30.633,73 |
| | Section 20.3 - Administration de l'environnement | | | | |
| 20.3.12.040 | Frais de bureau | 42.000 | 62.825,00 | 90.561,11 | 48.561,11 |

Tableau 23 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|-------------|--|-------------|------------|--------------|-----------------|
| | Section 21.6 - Ponts et chaussées.- Dépenses générales | | | | |
| 21.6.12.020 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Sans distinction d'exercice) | 2.300.000 | 83.781,00 | 2.366.419,80 | 66.419,80 |
| | Section 21.7 - Ponts et chaussées.- Travaux propres | | | | |
| 21.7.14.000 | Voirie de l'Etat: travaux d'entretien et de réparation. (Sans distinction d'exercice et non susceptible de transfert à d'autres articles) | 6.125.000 | 506.672,00 | 6.631.353,59 | 506.353,59 |
| | 31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | | |
| | Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | | |
| 31.1.74.250 | Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Sans distinction d'exercice) | 502.000 | 40.000,00 | 511.679,47 | 9.679,47 |
| | Section 31.6 - Défense nationale | | | | |
| 31.6.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 270.500 | 25.645,00 | 296.104,83 | 25.604,83 |
| | 39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | | |
| | Section 39.6 - Administration des services de secours | | | | |
| 39.6.74.050 | Acquisition d'équipements informatiques | 194.002 | 32.107,00 | 226.015,08 | 32.013,08 |
| 39.6.74.060 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 204.732 | 74.400,00 | 273.385,86 | 68.653,86 |
| | 50 ET 51 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | | |
| | Section 50.4 - Administration de la nature et des forêts | | | | |
| 50.4.74.001 | Préposés forestiers: acquisition de véhicules automoteurs | 170.000 | 38.980,00 | 208.971,00 | 38.971,00 |
| | Section 51.6 - Ponts et chaussées | | | | |
| 51.6.73.019 | Installation de nouveaux équipements d'éclairage public et remplacement d'équipements d'éclairage public vétustes: travaux d'installation. (Sans distinction d'exercice) | 700.000 | 35.000,00 | 734.564,74 | 34.564,74 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 24 : Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé |
|-------------|---|-------------|------------|----------|
| | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | |
| | Section 01.6 - Défense nationale | | | |
| 01.6.12.191 | Reconversion des soldats volontaires de l'armée | 50.000 | -45.800,00 | 3.952,65 |
| 01.6.12.302 | Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses | 22.500 | -21.800,00 | 603,75 |
| | 02 - MINISTERE DE LA CULTURE | | | |
| | Section 02.0 - Culture: dépenses générales | | | |
| 02.0.12.301 | Centre de rencontre et d'animation culturelle: frais divers | 9.000 | -8.949,00 | 0,00 |
| | Section 02.1 - Service des sites et monuments nationaux | | | |
| 02.1.12.300 | Frais de restauration d'objets du patrimoine mobilier de l'Etat. (Sans distinction d'exercice) | 11.800 | -11.800,00 | 0,00 |
| 02.1.33.010 | Conservation, restauration et mise en valeur d'objets du patrimoine mobilier: subsides à des syndicats et à d'autres associations sans but lucratif | 3.000 | -3.000,00 | 0,00 |
| 02.1.34.070 | Conservation, restauration et mise en valeur d'objets du patrimoine mobilier: subsides à des particuliers | 3.000 | -3.000,00 | 0,00 |
| 02.1.43.000 | Conservation, restauration et mise en valeur d'objets du patrimoine mobilier: subsides aux communes et aux syndicats de communes | 3.000 | -3.000,00 | 0,00 |
| | 03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE | | | |
| | Section 03.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales | | | |
| 03.0.12.020 | Frais d'exploitation des véhicules automoteurs | 2.500 | -2.500,00 | 0,00 |
| 03.0.12.060 | Location et entretien des installations de télécommunications | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 |
| 03.0.12.303 | Organisation des journées nationales d'éthique et de séminaires dans le cadre de la recherche sur la résolution de conflits: dépenses diverses | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 |
| | 04 - MINISTERE DES FINANCES | | | |
| | Section 04.1 - Inspection générale des finances | | | |
| 04.1.12.190 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études et frais d'organisation et de participation | 2.000 | -2.000,00 | 0,00 |

Tableau 24 : Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé |
|-------------|--|-------------|------------|---------|
| | 05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR | | | |
| | Section 05.0 - Economie | | | |
| 05.0.12.144 | Frais de publication | 9.000 | -9.000,00 | 0,00 |
| | 06 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME | | | |
| | Section 06.0 - Classes moyennes | | | |
| 06.0.33.010 | Subsides dans l'intérêt du fonctionnement du comité national de recherches organisé dans le cadre de l'institut international des classes moyennes | 3.000 | -3.000,00 | 0,00 |
| | Section 06.1 - Tourisme | | | |
| 06.1.33.022 | Participation aux frais de réalisation d'un guide de randonnées par les Editions Guy Binsfeld | 12.000 | -12.000,00 | 0,00 |
| | 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | |
| | Section 08.4 - Sécurité dans la fonction publique | | | |
| 08.4.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 500 | -500,00 | 0,00 |
| 08.4.12.300 | Achats de biens et de services spécifiques | 620 | -620,00 | 0,00 |
| | 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | |
| | Section 09.6 - Administration des services de secours | | | |
| 09.6.12.150 | Prise en charge des honoraires restés en souffrance dans le cadre du S.A.M.U. | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 |
| | 10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | |
| | Section 10.0 - Dépenses générales | | | |
| 10.0.12.126 | Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice) | 9.000 | -8.905,00 | 0,00 |
| | Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques | | | |
| 10.2.12.195 | Conseil scientifique: indemnités pour services de tiers | 10.000 | -9.500,00 | 424,00 |

Tableau 24 : Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé |
|-------------|--|-------------|---------------|------------|
| | 12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION | | | |
| | Section 12.8 - Centre socio-éducatif de l'Etat | | | |
| 12.8.11.131 | Institut d'enseignement socio-éducatif: indemnités pour services extraordinaires | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 |
| | Section 13.0 - Office national de l'enfance | | | |
| 13.0.33.001 | Participation de l'Etat aux frais des services de placement familial conventionnés | 2.040.671 | -1.934.165,00 | 106.506,00 |
| 13.0.33.003 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de l'aide socio-éducative en milieu ouvert (centres d'accompagnement en milieu ouvert) | 1 941.265 | -1.941.265,00 | 0,00 |
| 13.0.33.004 | Participation de l'Etat aux frais de l'aide socio-familiale en famille | 199.735 | -199.735,00 | 0,00 |
| 13.0.33.006 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des services conventionnés de logement pour jeunes en milieu ouvert | 1.879.172 | -1.831.521,00 | 47.651,00 |
| | 15 - MINISTERE DU LOGEMENT | | | |
| | Section 15.0 - Logement | | | |
| 15.0.12.030 | Fourniture de vêtements de travail et de protection | 400 | -400,00 | 0,00 |
| 15.0.12.190 | Colloques, séminaires, stages et journées d'études: frais d'organisation et de participation | 800 | -740,00 | 60,00 |
| | 16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI | | | |
| | Section 16.0 - Travail. - Dépenses générales | | | |
| 16.0.12.141 | Frais de rédaction et d'édition de documentation en rapport avec la législation du travail | 85.000 | -85.000,00 | 0,00 |
| | Section 16.1 - Agence pour le développement de l'emploi | | | |
| 16.1.12.150 | Prestations médicales et paramédicales liées au fonctionnement de la Commission mixte | 2.500 | -2.500,00 | 0,00 |
| | 17/18 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE | | | |
| | Section 17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale | | | |
| 17.2.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 521 | -521,00 | 0,00 |
| 17.2.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 595 | -595,00 | 0,00 |

Tableau 24 : Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé |
|-------------|---|-------------|------------|---------|
| | Section 17.6 - Cellule d'évaluation et d'orientation | | | |
| 17.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 500 | -500,00 | 0,00 |
| 17.6.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 100 | -100,00 | 0,00 |
| 17.6.12.191 | Frais d'organisation de la Journée Nationale de l'Assurance Dépendance. (Sans distinction d'exercice) | 100 | -100,00 | 0,00 |
| | 19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | | | |
| | Section 19.3 - Sylviculture | | | |
| 19.3.12.130 | Frais de publication | 36.000 | -36.000,00 | 0,00 |
| | 20 ET 21 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | |
| | Section 20.2 - Environnement: Dépenses générales | | | |
| 20.2.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 1.500 | -1.500,00 | 0,00 |
| | Section 21.0 - Direction de l'aviation civile | | | |
| 21.0.12.030 | Fourniture de vêtements de travail et de protection | 1.200 | -1.200,00 | 0,00 |
| | 30 - MINISTERE D'ETAT | | | |
| | Section 30.5 - Conseil économique et social | | | |
| 30.5.74.020 | Acquisition d'installations de télécommunications | 2.000 | -1.800,00 | 0,00 |
| | 31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | |
| | Section 31.6 - Défense nationale | | | |
| 31.6.74.020 | Acquisition d'installations de télécommunications | 2.000 | -2.000,00 | 0,00 |
| | 32 - MINISTERE DE LA CULTURE | | | |
| | Section 32.0 - Culture: dépenses générales | | | |
| 32.0.74.300 | Centre de rencontre et d'animation culturelle: acquisition de matériel didactique et d'équipement pour les ateliers d'enfants | 2.000 | -1.900,00 | 0,00 |

Tableau 24 : Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

| Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé |
|-------------|--|-------------|-------------|---------|
| | 35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR | | | |
| | Section 35.4 - Conseil de la concurrence | | | |
| 35.4.74.060 | Acquisition de logiciels | 500 | -500,00 | 0,00 |
| | 36 - MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DU TOURISME | | | |
| | Section 36.0 - Classes moyennes | | | |
| 36.0.74.060 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels | 3.000 | -3.000,00 | 0,00 |
| | 39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | |
| | Section 39.1 - Finances communales | | | |
| 39.1.63.003 | Participation de l'Etat aux frais de la construction des infrastructures nécessaires pour l'éducation précoce. (Sans distinction d'exercice) | 714.500 | -714.500,00 | 0,00 |
| | 42 ET 43 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION | | | |
| | Section 42.0 - Famille | | | |
| 42.0.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux | 2.000 | -2.000,00 | 0,00 |
| | 44 - MINISTERE DE LA SANTE | | | |
| | Section 44.2 - Laboratoire national de santé | | | |
| 44.2.74.171 | Crédit d'équipement du Registre Morphologique des Tumeurs | 2.200 | -2.200,00 | 0,00 |

Source chiffres : compte général 2012; tableau : Cour des comptes

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|---|-------------|---------------|----------------------|
| | 00 - MINISTERE D'ETAT | | | |
| | Section 00.4 – Gouvernement | | | |
| 00.4.12.000 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.500 | 5.654,95 | 2.054,95 |
| 00.4.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 240.000 | 364.686,77 | 123.986,77 |
| 00.4.12.305 | Frais en relation avec l'organisation de conférences, de colloques, de séminaires nationaux et internationaux à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150.000 | 293.960,89 | 143.960,89 |
| 00.4.12.350 | Dépenses diverses jugées opportunes par le gouvernement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50.000 | 78.664,32 | 28.664,32 |
| 00.4.12.380 | Réseau radio intégré et unique pour les besoins de divers services publics: installation et location de lignes téléphoniques; redevances; entretien et réparation des équipements radio-électriques; consommation; frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 267.000 | 1.213.079,23 | 946.079,23 |
| | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | |
| | Section 01.0 - Dépenses générales | | | |
| 01.0.12.340 | Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens: frais de fonctionnement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 143.800 | 238.038,95 | 94.238,95 |
| | Section 01.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | |
| 01.1.12.011 | Frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 528.000 | 804.121,66 | 276.121,66 |
| | Section 01.2 - Relations internationales.- Contributions à des organismes internationaux | | | |
| 01.2.35.030 | Contributions obligatoires aux divers budgets et aux autres dépenses communes des institutions internationales et frais s'y rattachant; autres dépenses à caractère international. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.460.666 | 8.476.646,84 | 3.015.980,84 |
| 01.2.35.060 | Contributions volontaires à des actions internationales à caractère politique ou économique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 425.000 | 10.324.754,27 | 9.899.754,27 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|---------------|----------------------|
| | Section 01.4 – Immigration | | | |
| 01.4.12.000 | Frais de traduction et d'interprétation et autres indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 130.000 | 297.935,49 | 167.935,49 |
| 01.4.12.301 | Titres de séjour: frais d'acquisition de matériel; entretien et réparation de machines; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 75.000 | 153.865,96 | 78.865,96 |
| | Section 01.5 - Direction de la Défense | | | |
| 01.5.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif) | 2.000 | 6.500,00 | 4.500,00 |
| | Section 01.7 - Coopération au développement et action humanitaire | | | |
| 01.7.32.020 | Congé de la coopération au développement: indemnités compensatoires et indemnités forfaitaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 20.000 | 39.854,02 | 19.854,02 |
| | 02 - MINISTERE DE LA CULTURE | | | |
| | Section 02.0 - Culture: dépenses générales | | | |
| 02.0.41.012 | Dotation à l'établissement public "Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine Charlotte". (Crédit non limitatif) | 8.079.000 | 21.507.297,00 | 13.428 297,00 |
| 02.0.93.000 | Alimentation du fonds social culturel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.070.000 | 1.640.600,00 | 570.600,00 |
| | Section 02.2 - Musée national d'histoire et d'art | | | |
| 02.2.12.220 | Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence): dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 124.000 | 661.262,34 | 537.262,34 |
| | 03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE | | | |
| | Section 03.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales | | | |
| 03.0.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif) ... | 39.928 | 90.982,19 | 49.054,19 |
| | 04 - MINISTERE DES FINANCES | | | |
| | Section 04.0 - Dépenses générales | | | |
| 04.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif) | 510.000 | 768.277,48 | 258.277,48 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|--------------|----------------------|
| 04.0.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 38.227,91 | 37.144,91 |
| | Section 04.2 - Trésorerie de l'Etat | | | |
| 04.2.23.010 | Pertes de change en relation avec des paiements de factures en devises. (Crédit non limitatif) | 250.000 | 1.000.122,54 | 750.122,54 |
| | Section 04.4 - Contributions directes | | | |
| 04.4.12.110 | Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 140.000 | 322.563,35 | 182.563,35 |
| | Section 04.5 - Enregistrement et domaines | | | |
| 04.5.12.310 | Frais de poursuite et d'instance; frais hypothécaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 450.000 | 1.199.660,81 | 749.660,81 |
| 04.5.23.000 | Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 125.000 | 200.000,00 | 75.000,00 |
| | Section 04.6 - Douanes et accises | | | |
| 04.6.12.330 | Honoraires et frais d'experts; frais d'analyse et de contrôle; frais d'interprètes et frais de traduction; frais judiciaires; dommages-intérêts; restitution d'intérêts de retard; indemnités pour visiteuses; frais de manutention et frais de destruction de marchandises saisies. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.000 | 26.354,85 | 16.354,85 |
| | Section 04.8 - Dette publique | | | |
| 04.8.12.300 | Commissions bancaires, frais de notation, frais d'avocats, frais de cotation en bourse, abonnements aux systèmes d'informations financières et autres frais connexes à l'émission et la gestion de la dette publique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 50.000 | 2.091.656,14 | 2.041.656,14 |
| | 05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR | | | |
| | Section 05.4 - Conseil de la concurrence | | | |
| 05.4.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 6.267,50 | 5.349,50 |
| | 07 - MINISTERE DE LA JUSTICE | | | |
| | Section 07.1 - Services judiciaires | | | |
| 07.1.12.310 | Assistance judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 3.500.000 | 6.739.554,95 | 3.239.554,95 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|--------------|----------------------|
| | 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | |
| | Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses | | | |
| 08.0.11.170 | Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 40.000 | 91.010,43 | 51.010,43 |
| 08.0.11.311 | Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat: dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 288.156,62 | 288.056,62 |
| 08.0.11.313 | Régularisation de montants indûment versés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 601.153,10 | 601.053,10 |
| 08.0.12.050 | Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif) | 25 000 | 48.650,68 | 23.650,68 |
| 08.0.12.110 | Honoraires d'avocats pour actions judiciaires ordonnées par l'administration. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 30.000 | 107.212,69 | 77.212,69 |
| | 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | |
| | Section 09.5 - Police grand-ducale | | | |
| 09.5.11.060 | Remboursement à la Ville de Luxembourg des rémunérations des agents chargés temporairement de certaines missions au sein de la Direction régionale de la Police Grand-Ducale à Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 100 | 248.502,94 | 248.402,94 |
| 09.5.11.150 | Indemnités pour heures supplémentaires. (Crédit non limitatif)..... | 350 000 | 881.172,24 | 376.672,24 |
| 09.5.12.360 | Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public; examens médicaux et autres frais connexes. (Crédit non limitatif) | 15 000 | 347.623,45 | 332.623,45 |
| 09.5.35.060 | Contributions à des organismes internationaux. (Crédit non limitatif)..... | 478 000 | 2.566.670,99 | 2.088.670,99 |
| | Section 09.9 - Administration de la gestion de l'eau | | | |
| 09.9.12.041 | Préparation des cartes des zones inondables conformément à la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 88.042,15 | 87.942,15 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|---|-------------|--------------|----------------------|
| | 10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | |
| | Section 10.0 - Dépenses générales | | | |
| 10.0.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 22.103 | 137.273,99 | 78.870,99 |
| | Section 10.3 - Centre de psychologie et d'orientation scolaire | | | |
| 10.3.34.061 | Subsides en faveur des élèves suivant l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique au Grand-Duché de Luxembourg. (Crédit non limitatif) | 2.255.000 | 4.202.480,05 | 1.947.480,05 |
| | Section 10.7 - Education différenciée | | | |
| 10.7.12.000 | Indemnités pour services de tiers. (Crédit non limitatif) | 10.000 | 19.108,74 | 5.608,74 |
| | Section 11.0 - Enseignement fundamental | | | |
| 11.0.43.008 | Participation aux frais des communes pour la prise en charge d'enfants de réfugiés. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 125.000 | 231.245,57 | 106.245,57 |
| 11.0.43.010 | Remboursement au Fonds de dépenses communales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 3.929.447,93 | 3.929.347,93 |
| | Section 11.1 - Enseignement secondaire et enseignement secondaire technique | | | |
| 11.1.11.150 | Indemnités pour heures supplémentaires du personnel non enseignant. (Crédit non limitatif) | 100 | 16.363,10 | 16.263,10 |
| 11.1.12.100 | Loyers d'immeubles et charges locatives accessoires payés à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 979.381 | 2.264.701,48 | 1.285.320,48 |
| | Section 11.3 - Service de la formation professionnelle | | | |
| 11.3.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 404.000 | 803.962,16 | 399.962,16 |
| 11.3.11.150 | Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents des centres de formation professionnelle continue. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 260.000 | 519.870,28 | 259.870,28 |
| 11.3.32.021 | Congé individuel de formation: indemnités compensatoires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.606.570 | 2.606.160,91 | 999.590,91 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|---------------|----------------------|
| | 12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION | | | |
| | Section 12.1 - Service d'action socio-familiale.- Enfants et adultes | | | |
| 12.1.31.040 | Participation de l'Etat aux frais de fonctionnement de structures privées dans le cadre du chèque-service accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 48.000.000 | 77.136.253,13 | 29.136.253,13 |
| 12.1.33.030 | Participation exceptionnelle et transitoire de l'Etat aux frais de fonctionnement des services d'hébergement et d'activités de jour pour personnes handicapées, suite à la nécessité, pour les institutions concernées, de disposer d'un délai d'adaptation et d'organisation en raison de l'entrée en vigueur d'un nouveau type de financement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 726.607,53 | 726.507,53 |
| | Section 12.2 - Solidarité | | | |
| 12.2.43.000 | Remboursement aux communes de la part de l'Etat dans les frais d'entretien de diverses catégories d'indigents indigènes exposés tant dans le pays qu'à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 96.227,05 | 96.127,05 |
| 12.2.43.001 | Remboursement aux communes des frais incombant à l'Etat du chef de l'entretien d'indigents étrangers et indigènes dont le domicile de secours n'a pu être déterminé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 784,07 | 684,07 |
| | Section 12.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration | | | |
| 12.3.33.012 | Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs de protection internationale; aides en vue d'un retour au pays d'origine; activités péri et parascolaires; dégâts causés à des tiers; frais de contentieux; fonctionnement des foyers d'accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.500.000 | 16.493.218,55 | 7.993.218,55 |
| | Section 12.6 - Maisons d'enfants de l'Etat | | | |
| 12.6.12.150 | Prestations médicales, paramédicales et vétérinaires. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 60.000 | 99.480,21 | 39.480,21 |
| | 14 - MINISTERE DE LA SANTE | | | |
| | Section 14.0 - Ministère de la santé | | | |
| 14.0.12.122 | Mise en oeuvre de la réforme du système de soins de santé et planification hospitalière et extrahospitalière: frais d'experts, d'études et de publication. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 180.000 | 809.077,79 | 556.077,79 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|----------------|----------------------|
| 14.0.34.011 | Traitement des maladies sociales et d'autres affections; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes: subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 500.000 | 799.982,90 | 299.982,90 |
| | Section 14.1 - Direction de la santé | | | |
| 14.1.12.341 | Frais d'installation d'un réseau d'échange de données internationales en matière de médicaments. (Crédit non limitatif) | 4.000 | 12.103,45 | 8.103,45 |
| | Section 14.2 - Laboratoire national de santé | | | |
| 14.2.12.304 | Acquisition de biens et services spécifiques en vue de la recherche médicale suite à un legs fait au Laboratoire national de santé. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 23.684,85 | 23.584,85 |
| 14.2.12.312 | Frais en relation avec le déménagement à Dudelange. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 123.912,50 | 123.812,50 |
| | 15 - MINISTERE DU LOGEMENT | | | |
| | Section 15.0 - Logement | | | |
| 15.0.12.122 | Frais d'experts et d'études nécessaires à la transposition et la mise en place du Paquet Logement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 150.000 | 239.427,76 | 89.427,76 |
| 15.0.43.000 | Participation aux charges d'intérêt concernant la construction d'ensembles de logements destinés à la vente: aide aux communes (article 25 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 5.000 | 376.948,00 | 371.948,00 |
| | 16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI | | | |
| | Section 16.4 - Fonds pour l'emploi | | | |
| 16.4.93.001 | Dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 120.000.000 | 190.000.000,00 | 70.000.000,00 |
| | Section 16.5 - Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées | | | |
| 16.5.31.050 | Participations au salaire des travailleurs handicapés allouées en application de l'article 15 de la loi du 12 septembre 2003 sur les travailleurs handicapés ainsi que du règlement grand-ducal d'application; enquêtes et expertises à effectuer en exécution de la même loi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 7.801.904 | 11.979.407,62 | 4.177.503,62 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|--------------|----------------------|
| | 17/18 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE | | | |
| | Section 17.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale | | | |
| 17.3.12.150 | Rapports médicaux, frais d'expertises et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 175.000 | 278.976,80 | 103.976,80 |
| | Section 17.4 - Conseil supérieur de la sécurité sociale | | | |
| 17.4.12.150 | Frais d'expertises médicales et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) .. | 14.000 | 24.856,24 | 10.856,24 |
| | 19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | | | |
| | Section 19.0 - Agriculture. - Dépenses générales | | | |
| 19.0.12.121 | Unité de contrôle: frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif)..... | 1.000 | 12.957,28 | 11.957,28 |
| | 20 ET 21 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES | | | |
| | Section 20.2 - Environnement: Dépenses générales | | | |
| 20.2.12.301 | Mesures à prendre en cas d'intervention pour remise en état de lieux dans l'intérêt de la protection et de la sauvegarde de l'environnement et de la qualité des sols. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.500 | 12.174,28 | 10.674,28 |
| | Section 20.7 - Transports publics et ferroviaires | | | |
| 20.7.33.012 | Subsides à l'Association des Transports Scolaires des Elèves de l'Ecole Européenne (ATSEE). (Crédit non limitatif)..... | 100 | 250.000,00 | 249.900,00 |
| 20.7.34.092 | Transports sur commande dans l'intérêt de personnes infirmes à mobilité réduite. (Crédit non limitatif)..... | 4.370.000 | 7.508.742,17 | 3.138.742,17 |
| 20.7.43.003 | Participation aux frais d'études et d'information des communes et syndicats de communes dans le cadre de l'élaboration des plans de déplacement locaux. (Crédit non limitatif)..... | 100 | 21.447,50 | 21.347,50 |
| | Section 20.9 - Navigation et transports fluviaux | | | |
| 20.9.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 53.100 | 112.848,61 | 59.748,61 |
| | Section 21.0 - Direction de l'aviation civile | | | |
| 21.0.12.121 | Frais liés à la surveillance des activités aéronautiques. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 15.000 | 281.266,86 | 266.266,86 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|--|-------------|----------------|----------------------|
| | Section 21.5 - Travaux publics.- Dépenses générales | | | |
| 21.5.12.100 | Location à long terme d'immeubles scolaires et administratifs pour les besoins de l'Etat: loyers et charges accessoires, expertises et études, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 12.700.000 | 30.233.123,03 | 17.533.123,03 |
| 21.5.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 136.000 | 387.634,90 | 251.634,90 |
| | Section 21.9 - Bâtiments publics.- Compétences propres | | | |
| 21.9.12.300 | Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 700.000 | 1.205.186,59 | 505.186,59 |
| | 31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | |
| | Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | |
| 31.1.74.251 | Frais d'installation et d'équipement de nouvelles missions luxembourgeoises à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 26.000 | 68.851,74 | 42.851,74 |
| | 33 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE | | | |
| | Section 33.0 - Enseignement supérieur.- Dépenses générales | | | |
| 33.0.53.010 | Aide financière de l'Etat pour études supérieures: garantie de l'Etat (loi du 22 juin 2000). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 195.689,95 | 195.589,95 |
| | 34 - MINISTERE DES FINANCES | | | |
| | Section 34.0 - Dépenses générales | | | |
| 34.0.71.050 | Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 13.000.000 | 20.371.037,70 | 7.371.037,70 |
| 34.0.81.035 | Participation dans le capital social de sociétés, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 10.000 | 177.428.400,00 | 177.418.400,00 |
| 34.0.84.070 | Banque européenne d'investissement: augmentation de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces; versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par la banque dans le cadre des conventions financières avec des pays non communautaires. (Crédit non limitatif) | 100 | 11.347.500,00 | 11.347.400,00 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|-------------|---|-------------|---------------|----------------------|
| | Section 34.6 - Douanes et accises | | | |
| 34.6.74.040 | Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 36.000 | 2.134.566,26 | 2.098.566,26 |
| 34.6.74.060 | Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.276.000 | 2.537.539,04 | 1.261.539,04 |
| | Section 34.8 - Dette publique | | | |
| 34.8.91.006 | Appel à la garantie de l'Etat et ajustements de valeur d'opérations de trésorerie liées aux risques de crédit et aux risques de marché. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 100 | 32.620.000,00 | 32.619.900,00 |
| | 35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR | | | |
| | Section 35.0 - Economie | | | |
| 35.0.51.041 | Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques: création et aménagement d'infrastructures extraordinaires, y compris la mise en valeur de terrains et bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.350.000 | 3.250.000,00 | 1.900.000,00 |
| 35.0.81.030 | Participation dans le capital social de sociétés ou à des Groupements d'Intérêt Economique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 100 | 6.204.607,00 | 6.204.507,00 |
| | 39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | |
| | Section 39.5 - Police grand-ducale | | | |
| 39.5.72.000 | Construction de bâtiments dans le pays: Travaux effectués par le secteur administrations publiques. (Crédit non limitatif)..... | 100 | 693.114,30 | 693.014,30 |
| | 45 - MINISTERE DU LOGEMENT | | | |
| | Section 45.0 - Logement | | | |
| 45.0.51.042 | Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux sociétés fondées sur la base de la loi modifiée du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché (articles 27 et 29 de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 1.790.000 | 2.777.972,00 | 987.972,00 |

Tableau 25 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

| Article | Libellé | Crédit voté | Liquidé | Dépassement effectif |
|--|---|-------------|----------------|----------------------|
| 45.0.63.003 | Participation aux frais de construction, d'acquisition et d'aménagement de logements locatifs: aide aux communes et aux établissements publics placés sous la surveillance des communes (articles 27, 29 et 30ter de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 8.184.000 | 14.517.435,00 | 6.333.435,00 |
| 45.0.63.006 | Participation aux frais de construction d'infrastructures de garde et d'éducation dans le cadre de projets de construction d'ensembles: aide aux communes (article 26bis de la loi modifiée du 25.2.1979). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 400.000 | 2.171.532,00 | 1.771.532,00 |
| 45.0.63.007 | Aide revenant aux communes pour financer le coût des infrastructures liées à l'augmentation substantielle du nombre de leurs habitants. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 26.000.000 | 41.394.829,00 | 15.394.829,00 |
| 45.0.81.030 | Fonds pour le développement du logement et de l'habitat: majoration de la dotation. (Crédit non limitatif) | 1.000.000 | 7.500.000,00 | 6.500.000,00 |
| 49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL Section 49.3 - Sylviculture | | | | |
| 49.3.63.000 | Participation de l'Etat au financement de la construction de chemins forestiers par les communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)..... | 100.000 | 513.905,71 | 413.905,71 |
| 50 ET 51 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES Section 50.3 - Administration de l'Environnement | | | | |
| 50.3.53.000 | Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 9.000.000 | 16.797.248,64 | 7.797.248,64 |
| Section 51.7 - Fonds d'investissements publics | | | | |
| 51.7.93.001 | Alimentation du fonds d'investissements publics administratifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 56.400.000 | 156.400.000,00 | 100.000.000,00 |
| 51.7.93.004 | Alimentation du fonds pour la loi de garantie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice) | 16.300.000 | 66.300.000,00 | 50.000.000,00 |

Source chiffres : compte général 2012 ; tableau : Cour des comptes

**Tableau 26 : Choix de crédits budgétaires sous-estimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sous-estimation |
|---|-------------|---|-------------|-----------|------------|-----------------|
| 00 - MINISTERE D'ETAT | | | | | | |
| Section 00.6 – Centre de Communication du Gouvernement | | | | | | |
| 2008 | 00.6.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien..... | 125.000 | 8.800,00 | 129.649,08 | 4.649,08 |
| 2009 | 00.6.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien..... | 138.440 | 2.000,00 | 140.412,27 | 1.972,27 |
| 2010 | 00.6.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien..... | 140.000 | 15.000,00 | 150.515,91 | 10.515,91 |
| 2011 | 00.6.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien..... | 145.120 | 15.000,00 | 149.348,52 | 4.228,52 |
| 2012 | 00.6.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien..... | 153.320 | 10.000,00 | 158.334,89 | 5.014,89 |
| 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | | | | | | |
| Section 01.6 – Défense nationale | | | | | | |
| 2008 | 01.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers..... | 165.137 | 8.200,00 | 173.335,29 | 8.198,29 |
| 2009 | 01.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers..... | 168.483 | 2.365,00 | 170.846,66 | 2.363,66 |
| 2010 | 01.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers..... | 170.000 | 2.000,00 | 171.990,10 | 1.990,10 |
| 2011 | 01.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers..... | 175.237 | 16.500,00 | 190.091,32 | 14.854,32 |
| 2012 | 01.6.12.000 | Indemnités pour services de tiers..... | 182.420 | 50.700,00 | 233.116,69 | 50.696,69 |
| 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | | | | |
| Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique | | | | | | |
| 2008 | 08.3.12.001 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services de tiers | 222.652 | 43.000,00 | 262.493,65 | 39.841,65 |
| 2009 | 08.3.12.001 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services de tiers | 242.000 | 38.000,00 | 266.140,39 | 24.140,39 |

**Tableau 26 : Choix de crédits budgétaires sous-estimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| | | | | | | |
|------|-------------|---|---------|-----------|------------|-----------|
| 2010 | 08.3.12.001 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services de tiers | 242.000 | 85.000,00 | 260.224,57 | 18.224,57 |
| 2011 | 08.3.12.001 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services de tiers | 245.000 | 70.000,00 | 290.947,14 | 45.947,14 |
| 2012 | 08.3.12.001 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services de tiers | 257.437 | 30.000,00 | 275.833,74 | 18.396,74 |
| | | Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique | | | | |
| 2008 | 08.3.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien | 2.784 | 2.000,00 | 3.520,97 | 736,97 |
| 2009 | 08.3.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien | 2.784 | 2.000,00 | 4.486,99 | 1.702,99 |
| 2010 | 08.3.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien | 2.784 | 2.000,00 | 4.000,27 | 1.216,27 |
| 2011 | 08.3.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien | 2.784 | 3.000,00 | 4.814,39 | 2.030,39 |
| 2012 | 08.3.12.080 | Bâtiments : exploitation et entretien | 4.840 | 14.000,00 | 18.493,57 | 13.653,57 |
| | | 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | |
| | | Section 09.9 - Administration de la gestion de l'eau | | | | |
| 2008 | 09.9.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 35.000 | 4.000,00 | 38.203,77 | 3.203,77 |
| 2009 | 09.9.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 35.000 | 4.720,00 | 39.713,24 | 4.713,24 |
| 2010 | 09.9.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 39.000 | 8.350,00 | 47.348,67 | 8.348,67 |
| 2011 | 09.9.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 35.100 | 4.121,00 | 39.220,22 | 4.120,22 |
| 2012 | 09.9.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étranger | 38.000 | 5.000,00 | 39.355,44 | 1.355,44 |
| | | Section 09.9 - Administration de la gestion de l'eau | | | | |
| 2008 | 09.9.12.160 | Acquisition et entretien de matériel de laboratoire..... | 286.000 | 18.525,00 | 304.271,30 | 18.271,30 |

**Tableau 26 : Choix de crédits budgétaires sous-estimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| | | | | | | |
|--|-------------|--|---------|-----------|------------|-----------|
| 2009 | 09.9.12.160 | Acquisition et entretien de matériel de laboratoire..... | 310.000 | 2.325,00 | 312.320,30 | 2.320,30 |
| 2010 | 09.9.12.160 | Acquisition et entretien de matériel de laboratoire..... | 315.000 | 1.674,00 | 316.673,86 | 1.673,86 |
| 2011 | 09.9.12.160 | Acquisition et entretien de matériel de laboratoire..... | 318.997 | 26.326,00 | 345.322,60 | 26.325,60 |
| 2012 | 09.9.12.160 | Acquisition et entretien de matériel de laboratoire..... | 387.000 | 13.049,00 | 398.530,74 | 11.530,74 |
| <p style="text-align: center;">10 – MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</p> <p style="text-align: center;">Section 10.1 – Centre de technologie de l'éducation</p> | | | | | | |
| 2008 | 10.1.12.010 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement..... | 3.000 | 5.400,00 | 7.978,52 | 4.978,52 |
| 2009 | 10.1.12.010 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement..... | 9.000 | 400,00 | 9.366,80 | 366,80 |
| 2010 | 10.1.12.010 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement..... | 9.000 | 2.840,00 | 11.837,60 | 2.837,60 |
| 2011 | 10.1.12.010 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement..... | 9.500 | 3.500,00 | 12.929,60 | 3.429,60 |
| 2012 | 10.1.12.010 | Frais de route et de séjour, frais de déménagement..... | 10.000 | 3.170,00 | 13.160,10 | 3.160,10 |
| <p style="text-align: center;">16 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI</p> <p style="text-align: center;">Section 16.1 - Agence pour le développement de l'emploi</p> | | | | | | |
| 2008 | 16.1.12.010 | Frais de route et de séjour | 23.000 | 6.100,00 | 28.791,95 | 5.791,95 |
| 2009 | 16.1.12.010 | Frais de route et de séjour | 29.000 | 3.400,00 | 31.300,27 | 2.300,27 |
| 2010 | 16.1.12.010 | Frais de route et de séjour | 32.000 | 1.000,00 | 32.980,11 | 980,11 |
| 2011 | 16.1.12.010 | Frais de route et de séjour | 30.000 | 10.280,00 | 40.271,39 | 10.271,39 |
| 2012 | 16.1.12.010 | Frais de route et de séjour | 37.500 | 11.000,00 | 46.588,34 | 9.088,34 |
| <p style="text-align: center;">Section 16.3 - Ecole supérieure du travail</p> | | | | | | |
| 2008 | 16.3.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 5.000 | 55,00 | 5.050,01 | 50,01 |
| 2009 | 16.3.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 5.000 | 195,00 | 5.194,06 | 194,06 |
| 2010 | 16.3.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 5.200 | 380,00 | 5.383,01 | 183,01 |

**Tableau 26 : Choix de crédits budgétaires sous-estimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| | | | | | | |
|---|-------------|---|--------|----------|-----------|----------|
| 2011 | 16.3.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 5.200 | 335,00 | 5.534,91 | 334,91 |
| 2012 | 16.3.12.080 | Bâtiments: exploitation et entretien | 5.600 | 95,00 | 5.693,90 | 93,90 |
| 17 ET 18 – MINISTÈRE DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | | |
| Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale | | | | | | |
| 2008 | 17.2.12.160 | Acquisition et entretien de matériel médical | 6.598 | 7.795,00 | 14.392,46 | 7.794,46 |
| 2009 | 17.2.12.160 | Acquisition et entretien de matériel médical | 12.000 | 2.583,00 | 14.534,56 | 2.534,56 |
| 2010 | 17.2.12.160 | Acquisition et entretien de matériel médical | 4.120 | 1.343,00 | 5.306,92 | 1.186,92 |
| 2011 | 17.2.12.160 | Acquisition et entretien de matériel médical | 4.120 | 225,00 | 4.226,22 | 106,22 |
| 2012 | 17.2.12.160 | Acquisition et entretien de matériel médical | 4.120 | 1.650,00 | 5.744,36 | 1.624,36 |

(*) Arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant constitution des Ministères.

Source chiffres : comptes généraux 2007 à 2012 ; tableau : Cour des comptes

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|---|-------------|--|-------------|-------------|-----------|--------------------|
| 00 - MINISTERE D'ETAT | | | | | | |
| Section 00.4 – Gouvernement | | | | | | |
| 2008 | 00.4.12.375 | Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région : dépenses diverses | 55.000 | -12.000,00 | 38.033,93 | 16.966,07 |
| 2009 | 00.4.12.375 | Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région : dépenses diverses | 45.000 | -2.510,00 | 30.000,00 | 15.000,00 |
| 2010 | 00.4.12.375 | Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région : dépenses diverses | 40.000 | -7.605,00 | 30.0000 | 10.000,00 |
| 2011 | 00.4.12.375 | Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région : dépenses diverses | 36.000 | -2.500,00 | 33.500,00 | 2.500,00 |
| 2012 | 00.4.12.375 | Développement d'initiatives de collaboration dans le cadre de la Grande Région : dépenses diverses | 32.000 | -2.000,00 | 30.000,00 | 2.000,00 |
| Section 00.6 – Centre de Communication du Gouvernement | | | | | | |
| 2008 | 00.6.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 45.000 | -11.300,00 | 0,00 | 45.000,00 |
| 2009 | 00.6.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 254.000 | -241.000,00 | 6.468,75 | 247.531,25 |
| 2010 | 00.6.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 400.000 | -135.000,00 | 8.583,60 | 391.416,40 |
| 2011 | 00.6.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 222.000 | -16.000,00 | 79.315,20 | 142.684,80 |
| 2012 | 00.6.12.125 | Frais d'experts et d'études en matière informatique | 200.000 | -23.900,00 | 38.695,75 | 161.304,25 |
| 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE L'IMMIGRATION | | | | | | |
| Section 01.0 –Dépenses générales | | | | | | |
| 2008 | 01.0.12.350 | Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger | 48.000 | -8.400,00 | 38.841,83 | 9.158,17 |
| 2009 | 01.0.12.350 | Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger | 48.000 | -5.000,00 | 32.340,70 | 15.659,30 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|----------|-------------|--|-------------|------------|--------------|--------------------|
| | | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (*) | | | | |
| | | Section 01. Dépenses générales | | | | |
| 2010 | 01.0.12.350 | Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger | 48.000 | -3.500,00 | 32.805,24 | 15.194,75 |
| 2011 | 01.0.12.350 | Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger | 43.200 | -1.750,00 | 41.441,7 | 1.758,30 |
| 2012 | 01.0.12.350 | Frais de fonctionnement des consulats honoraires luxembourgeois à l'étranger | 42.000 | -4.800,00 | 36.886,51 | 5.113,49 |
| | | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE L'IMMIGRATION | | | | |
| | | Section 01.1 – Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | | |
| 2008 | 01.1.12.250 | Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts | 1.092.000 | -58.800,00 | 1.004.936,94 | 87.063,06 |
| 2009 | 01.1.12.250 | Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts | 1.238.330 | -50.000,00 | 1.177.785,23 | 60.544,77 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|----------|-------------|--|-------------|------------|--------------|--------------------|
| | | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (*) | | | | |
| | | Section 01.1 – Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger | | | | |
| 2010 | 01.1.12.250 | Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts | 1.225.000 | -41.500,00 | 1.103.991,89 | 121.008,11 |
| 2011 | 01.1.12.250 | Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts | 1.161.602 | -92.000,00 | 1.059.642,17 | 101.959,83 |
| 2012 | 01.1.12.250 | Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts | 1.170.000 | -15.000,00 | 1.140.177,14 | 29.822,86 |
| | | 01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (*) | | | | |
| | | Section 01.6 – Défense nationale | | | | |
| 2008 | 01.6.12.302 | Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses | 95.000 | -8.200,00 | 59.595,92 | 35.404,08 |
| 2009 | 01.6.12.302 | Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses | 67.731 | -25.000,00 | 23.733,52 | 43.997,48 |
| 2010 | 01.6.12.302 | Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses | 61.000 | -30.000,00 | 24.905,72 | 36.094,28 |
| 2011 | 01.6.12.302 | Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses | 41.000 | -41.000,00 | 0,00 | 41.000,00 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|----------|-------------|---|-------------|------------|------------|--------------------|
| 2012 | 01.6.12.302 | Frais en relation avec le "Partenariat pour la paix" et la coopération militaire: dépenses diverses | 22.500 | -21.800,00 | 603,75 | 21.896,25 |
| | | 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | | |
| | | Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses | | | | |
| 2008 | 08.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étran- ger..... | 150.000 | -20.000,00 | 117.263,60 | 32.736,40 |
| 2009 | 08.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étran- ger..... | 140.000 | -10.200,00 | 81.127,70 | 58.872,30 |
| 2010 | 08.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étran- ger..... | 125.000 | -30.000,00 | 64.793,83 | 60.206,17 |
| 2011 | 08.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étran- ger..... | 112.500 | -3.000,00 | 58.573,84 | 53.926,16 |
| 2012 | 08.0.12.012 | Frais de route et de séjour à l'étran- ger..... | 167.000 | -34.000,00 | 65.100,92 | 101.899,08 |
| | | Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique | | | | |
| 2008 | 08.3.11.130 | Direction de l'institut de formation générale des stagiaires : indemnités pour services extraordinaires | 133.000 | -21.000,00 | 98.776,35 | 34.223,65 |
| 2009 | 08.3.11.130 | Direction de l'institut de formation générale des stagiaires : indemnités pour services extraordinaires | 157.481 | -29.000,00 | 120.168,16 | 37.312,84 |
| 2010 | 08.3.11.130 | Direction de l'institut de formation générale des stagiaires : indemnités pour services extraordinaires | 168.351 | -46.000,00 | 108.752,54 | 59.598,46 |
| 2011 | 08.3.11.130 | Direction de l'institut de formation générale des stagiaires : indemnités pour services extraordinaires | 168.351 | -40.000,00 | 114.409,64 | 53.941,36 |
| 2012 | 08.3.11.130 | Direction de l'institut de formation générale des stagiaires : indemnités pour services extraordinaires | 168.351 | -30.000,00 | 126.121,73 | 42.229,27 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|--|-------------|--|-------------|------------|------------|--------------------|
| 08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE Section 08.3 - Institut national d'Administration Publique | | | | | | |
| 2008 | 08.3.11.131 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services extraordinaires | 170.000 | -51.000,00 | 108.728,94 | 61.271,06 |
| 2009 | 08.3.11.131 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services extraordinaires | 157.966 | -30.100,00 | 113.426,66 | 44.539,34 |
| 2010 | 08.3.11.131 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services extraordinaires | 157.966 | -45.000,00 | 90.161,23 | 67.804,77 |
| 2011 | 08.3.11.131 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services extraordinaires | 113.000 | +10.000,00 | 103.019,24 | 19.980,76 |
| 2012 | 08.3.11.131 | Formation continue et cours de perfectionnement : indemnités pour services extraordinaires | 100.034 | +25.000,00 | 103.078,82 | 21.958,18 |
| 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION Section 09.6 – Administration des services de secours | | | | | | |
| 2008 | 09.6.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 95.000 | -31.138,00 | 41.858,65 | 53.141,35 |
| 2009 | 09.6.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 95.000 | -14.500,00 | 76.713,00 | 18.287,00 |
| 2010 | 09.6.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 200.000 | -70.449,00 | 127.925,00 | 72.075,00 |
| 2011 | 09.6.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 136.000 | -46.831,00 | 89.168,08 | 46.831,92 |
| 2012 | 09.6.12.120 | Frais d'experts et d'études. (Sans distinction d'exercice) | 106.000 | -36.711,00 | 69.221,72 | 36.778,28 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|---|-------------|--|-------------|------------|------------|--------------------|
| 09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET A LA GRANDE REGION | | | | | | |
| Section 09.6 – Administration des services de secours | | | | | | |
| 2008 | 09.6.12.180 | Acquisition de matériel didactique..... | 29.758 | -2.086,00 | 26.823,18 | 2.934,82 |
| 2009 | 09.6.12.180 | Acquisition de matériel didactique..... | 26.409 | -10.800,00 | 15.415,06 | 10.993,94 |
| 2010 | 09.6.12.180 | Acquisition de matériel didactique..... | 40.000 | -7.970,00 | 31.679,67 | 8.320,33 |
| 2011 | 09.6.12.180 | Acquisition de matériel didactique..... | 40.125 | -4.883,00 | 34.506,14 | 5.618,86 |
| 2012 | 09.6.12.180 | Acquisition de matériel didactique..... | 50.000 | -5.500,00 | 43.825,16 | 6.174,84 |
| 10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | | |
| Section 10.0 – Dépenses générales | | | | | | |
| 2008 | 10.0.12.126 | Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice) | 110.000 | -90.000,00 | 19.464,90 | 90.535,10 |
| 2009 | 10.0.12.126 | Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice) | 115.000 | -14.200,00 | 0,00 | 115.000,00 |
| 2010 | 10.0.12.126 | Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice) | 30.000 | -7.500,00 | 22.356,00 | 7.644,00 |
| 2011 | 10.0.12.126 | Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice) | 12.800 | -9.673,00 | 0,00 | 12.800,00 |
| 2012 | 10.0.12.126 | Frais d'experts et d'études en matière statistique. (Sans distinction d'exercice) | 9.000 | -8.905,00 | 0,00 | 9.000,00 |
| Section 11.3 – Service de la formation professionnelle | | | | | | |
| 2008 | 11.3.41.002 | Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat | 744.479 | -38.100,00 | 686.331,40 | 58.147,60 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|--|-------------|--|-------------|------------|------------|--------------------|
| 2009 | 11.3.41.002 | Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat | 773.473 | -21.450,00 | 723.278,98 | 50.194,02 |
| 2010 | 11.3.41.002 | Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat | 823.179 | -89.719,00 | 733.459,35 | 89.719,65 |
| 2011 | 11.3.41.002 | Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat | 818.316 | -46.988,00 | 765.535,44 | 52.780,56 |
| 2012 | 11.3.41.002 | Participation de l'Etat aux rémunérations des conseillers à l'apprentissage dans les entreprises ainsi qu'à celles des personnes chargées du secrétariat | 874.815 | -117,00 | 820.852,75 | 53.962,25 |
| 12 ET 13- MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat | | | | | | |
| 2008 | 12.8.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 22.820 | -3.000,00 | 18.860,01 | 3.959,99 |
| 2009 | 12.8.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 22.618 | -3.000,00 | 17.731,50 | 4.885,50 |
| 2010 | 12.8.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 22.696 | -4.500,00 | 18.196,00 | 4.500,00 |
| 2011 | 12.8.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 22.973 | -4.400,00 | 18.183,02 | 4.789,98 |
| 2012 | 12.8.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 23.566 | -4.000,00 | 18.485,11 | 5.080,89 |
| 12 ET 13 - MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION Section 12.8 – Centres socio-éducatifs de l'Etat | | | | | | |
| 2008 | 12.8.11.131 | Institut d'enseignement socio-éducatif : indemnités pour services extraordinaires | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur-estimation |
|---|-------------|--|-------------|-------------|--------------|----------------|
| 2009 | 12.8.11.131 | Institut d'enseignement socio-éducatif : indemnités pour services extraordinaires | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 |
| 2010 | 12.8.11.131 | Institut d'enseignement socio-éducatif : indemnités pour services extraordinaires | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 |
| 2011 | 12.8.11.131 | Institut d'enseignement socio-éducatif : indemnités pour services extraordinaires | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 |
| 2012 | 12.8.11.131 | Institut d'enseignement socio-éducatif : indemnités pour services extraordinaires | 1.000 | -1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 |
| 14- MINISTERE DE LA SANTE | | | | | | |
| Section 14.1 - Direction de la santé | | | | | | |
| 2008 | 14.1.12.306 | Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice) | 208.300 | -5.500,00 | 170.890,04 | 37.409,96 |
| 2009 | 14.1.12.306 | Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice) | 343.000 | -150.000,00 | 188.731,56 | 154.268,44 |
| 2010 | 14.1.12.306 | Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice) | 420.622 | -3.300,00 | 288.512,86 | 132.109,14 |
| 2011 | 14.1.12.306 | Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice) | 289.862 | -48.300,00 | 218.476,98 | 71.385,02 |
| 2012 | 14.1.12.306 | Frais d'organisation et d'évaluation de programmes de dépistage du cancer. (Sans distinction d'exercice) | 291.518 | -70.500,00 | 189.150,14 | 102.367,86 |
| 14- MINISTERE DE LA SANTE | | | | | | |
| Section 14.2 – Laboratoire national de santé | | | | | | |
| 2008 | 14.2.12.160 | Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérums et matériels divers de laboratoire..... | 2.350.000 | -19.128,00 | 2.298.116,86 | 51.883,14 |
| 2009 | 14.2.12.160 | Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérums et matériels divers de laboratoire..... | 2.500.000 | -148.932,71 | 2.276.859,81 | 223.140,19 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|----------|-------------|--|-------------|-------------|--------------|--------------------|
| 2010 | 14.2.12.160 | Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérums et matériels divers de laboratoire..... | 2.370.000 | -146.203,53 | 2.182.392,14 | 187.607,86 |
| 2011 | 14.2.12.160 | Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérums et matériels divers de laboratoire..... | 2.370.000 | -30.000,00 | 2.339.805,38 | 30.194,62 |
| 2012 | 14.2.12.160 | Acquisition de réactifs, verrerie, isotopes, vaccins, sérums et matériels divers de laboratoire..... | 2.370.000 | -22.443,00 | 2.306.521,51 | 63.478,49 |
| | | 15 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT | | | | |
| | | Section 15.2 - Administration des eaux et forêts | | | | |
| 2008 | 15.2.11.130 | Indemnités pour services extraordi- naires..... | 808.500 | -99.500,00 | 613.871,08 | 194.628,92 |
| 2009 | 15.2.11.130 | Indemnités pour services extraordi- naires..... | 755.000 | -6.600,00 | 596.509,53 | 158.490,47 |
| | | 20 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES (*) | | | | |
| | | Section 20.4 - Administration de la nature et des forêts | | | | |
| 2010 | 20.4.11.130 | Indemnités pour services extraordi- naires..... | 765.000 | -93.400,00 | 619.777,85 | 145.222,15 |
| 2011 | 20.4.11.130 | Indemnités pour services extraordi- naires..... | 689.500 | -22.000,00 | 664.219,22 | 25.280,78 |
| 2012 | 20.4.11.130 | Indemnités pour services extraordi- naires..... | 622.500 | -25.000,00 | 560.968,29 | 61.531,71 |
| | | 17 ET 18 – MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE | | | | |
| | | Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale | | | | |
| 2008 | 17.2.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 417 | -417,00 | 0,00 | 417,00 |
| 2009 | 17.2.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 417 | -417,00 | 0,00 | 417,00 |
| 2010 | 17.2.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 521 | -521,00 | 0,00 | 521,00 |

**Tableau 27 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2008 à 2012**

| Exercice | Article | Libellé | Crédit voté | Transfert | Liquidé | Sur- estimation |
|----------|-------------|---|-------------|-----------|---------|--------------------|
| 2011 | 17.2.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 521 | -521,00 | 0,00 | 521,00 |
| 2012 | 17.2.11.130 | Indemnités pour services extraordinaires | 521 | -521,00 | 0,00 | 521,00 |
| | | Section 17.2 – Contrôle médical de la sécurité sociale | | | | |
| 2008 | 17.2.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 476 | -476,00 | 0,00 | 476,00 |
| 2009 | 17.2.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 476 | -476,00 | 0,00 | 476,00 |
| 2010 | 17.2.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 595 | -595,00 | 0,00 | 595,00 |
| 2011 | 17.2.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 595 | -595,00 | 0,00 | 595,00 |
| 2012 | 17.2.12.000 | Indemnités pour services de tiers | 595 | -595,00 | 0,00 | 595,00 |

(*) Arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant constitution des Ministères.

Source chiffres : comptes généraux 2008 à 2012 ; tableau : Cour des comptes

II. LES REPONSES DU GOUVERNEMENT

Prise de position du ministère d'Etat

Luxembourg, le 3 octobre 2013

Le Rapport général de la Cour des comptes sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat de l'exercice 2012 ne soulève pas d'observation particulière de la part du Ministère d'Etat.

Prise de position du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Luxembourg, le 3 octobre 2013

En ce qui concerne le contrôle intensifié des rémunérations des agents de l'Etat, traité au chapitre 2, la Cour des comptes avait envoyé ses demandes par plusieurs lots de lettres à l'Administration du personnel de l'Etat entre début mai et fin août 2013. Les réponses de l'Administration du personnel de l'Etat avaient été transmises par voie hiérarchique à la Cour des comptes.

Pour les «Dossiers incomplets», il y a lieu de rappeler que la fourniture des documents à la Cour des comptes est normalement de la responsabilité des différents départements ministériels, administrations et services de l'Etat, et non pas de l'Administration du personnel de l'Etat.

Concernant les « Constatations » encore en suspens, il y a lieu de signaler que l'Administration du personnel de l'Etat continue leur traitement pour clarifier la situation d'abord et pour prendre position ensuite. Pour un grand nombre des constatations faites par la Cour des comptes, l'Administration du personnel de l'Etat reste d'avis qu'elle a traité les dossiers concernés d'une manière correcte et qu'il ne s'agit donc pas d'erreurs.



Cour des comptes
Grand-Duché de Luxembourg

2, avenue Monterey
Téléphone : (+352) 474456-1

L-2163 Luxembourg
Fax : (+352) 472186



cour-des-comptes@cc.etat.lu